



Il promet la création de 1 000 emplois

Le groupe Cevital investit aux Ardennes

Page 5

Les DEBATS

Votre quotidien national

Projet de Loi de finances 2019

AADL et habitat rural en priorité

Assurant que l'Etat poursuivra ses efforts pour résoudre le problème du logement et renforcer les structures publiques à travers le financement de nouveaux programmes du secteur, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a affirmé, mardi à Alger, que la priorité sera accordée aux formules AADL et logement rural.

Page 3



Tunisie

Un remaniement ministériel controversé en attendant la voix du Parlement



Des réactions controversées ont suivi le remaniement ministériel partiel opéré «dans la précipitation» par le chef du gouvernement, Youcef Chahed, pour «sortir de la crise politique», mais qui reste en attente de vote de confiance aujourd'hui à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP - Parlement).

Le bureau du Parlement devrait alors se réunir pour examiner la correspondance adressée par Youssef Chahed pour un vote de confiance concernant les nouveaux ministres de son cabinet, a indiqué le président de l'ARP, Mohamed Ennaceur.

M. Chahed a annoncé un remaniement ministériel touchant 18 portefeuilles : 13 ministres et cinq secrétaires d'Etat, alors que les ministres des Affaires étrangères, de la Défense et de l'Intérieur restent à leurs postes.

Il a précisé avoir opéré ce remaniement conformément aux attributions qui lui sont dévolues par la Constitution pour «conférer davantage d'efficacité à l'action du gouvernement» et pour former «une équipe gouvernementale solidaire et responsable qui peut assurer la stabilité dans le pays, résoudre les questions brûlantes et sortir de la crise politique». M. Chahed (43 ans), nommé chef d'un gouvernement d'union nationale en août 2016, a dépassé en longévité tous ses prédécesseurs depuis la chute de l'ancien régime de Ben Ali en 2011.

Une faction de son parti Nidaa Tounes, menée par le fils de Béji Caïd Essebsi, chef de l'Etat et fondateur du parti, ainsi que la puissante centrale syndicale Ugtt, ont réclamé son départ pendant des mois.

Page 6

Salon international du livre d'Alger

Les réserves émises sur certains titres obéissent à la loi

Page 15



Accidents sur la voie ferrée

Vers la suppression des passages à niveau dangereux

Les passages à niveau sont devenus un vrai danger pour les citoyens. Malheureusement, les accidents sont toujours aussi nombreux et tragiques. Entre 2013 et 2018, le bilan de la Société nationale du transport ferroviaire (Sntf) était très lourd pour ce qui est du nombre de décès suite à des accidents.



Par Karima Nacer

Les passages à niveau posent un véritable problème pour la circulation ferroviaire et routière. Ces passages font plus d'un mort chaque année. Entre 2013 et 2018, il a été enregistré près de 1 370 accidents au niveau des passages à niveau qui ont causé 317 décès et 498 blessés, précise le ministre des Transports et des Travaux publics, Abdelghani Zaâlane qui intervenait lors d'un séminaire sur «Les passages à niveau : Risques et enjeux humains et matériels». Pour réduire un tant soit peu les dangers de ces passages à niveau, le ministre appelle

l'Agence nationale d'études et de suivi des réalisations ferroviaires (Anesrif) à accélérer le programme de suppression des passages à niveau du réseau ferroviaire en raison des accidents provoqués. 131 points noirs, c'est-à-dire les passages à niveau les plus dangereux, avaient été recensés en collaboration avec les services de sécurité dont la Gendarmerie nationale, indique le ministre. Il a précisé sur ce point, que plus de 80 de ces points ont été supprimés, sachant que le nombre global des passages à niveau sont au nombre de 650. Selon Abdelghani Zaâlane, le reste des suppressions des points noirs sera pris en charge progressivement en fonc-

tion de l'enveloppe financière disponible. Le ministre appelle également la Société nationale de transport ferroviaire (Sntf) à renforcer ses efforts pour assurer la sécurité du trafic au niveau des passages à niveau.

D'ailleurs, en évoquant le nouveau réseau ferroviaire en cours de réalisation sur plus de 2 300 km à travers le territoire national, le ministre indique que les cahiers des charges élaborés à cet effet comprennent la réalisation de 650 passerelles et l'absence de passages à niveau. «Cela réduira le nombre des victimes et les coûts de prise en charge des effets de ces incidents (assurance sociale des victimes, indemnisa-

tions...) et des réparations matérielles», a-t-il avancé.

Le P-DG de la Sntf, Yassine Bendjaballah, indique pour sa part, qu'outre l'amélioration de la sécurité du trafic, la suppression des passages à niveau permet aux trains de rouler à des vitesses plus élevées et, ainsi, de réduire le temps de transport des voyageurs et des marchandises. «La suppression des passages à niveau évite aux trains des arrêts répétés tout au long de leurs trajets», a-t-il expliqué.

Interpellé, par ailleurs, sur les perturbations du trafic ferroviaire enregistrées hier matin suite à un mouvement de protestation des salariés de la Sntf, M. Bendjaballah a affirmé que ce mouvement «n'a pas excédé une demi-heure», assurant qu'une rencontre entre la direction et les salariés aura lieu jeudi pour évoquer leurs revendications. «Nous n'avons pas connu de grève depuis deux ans. Ce qui démontre que le dialogue est permanent et qu'il y a une réelle prise de conscience des salariés sur l'intérêt de privilégier le dialogue», a-t-il relevé.

Pour rappel, ce colloque clôt une campagne nationale d'une semaine organisée par la Sntf sur la sensibilisation sur les risques liés à la traversée des passages à niveau. Menée sous le slogan «Stop : Priorité absolue au train», cette campagne a été ponctuée par une opération «Portes ouvertes» d'une semaine au niveau des gares ferroviaires d'Alger, de Constantine, de Annaba et d'Oran ainsi qu'un travail de proximité pour la sensibilisation au niveau des passages à niveau les plus fréquentés, des établissements scolaires et des auto-écoles.

K. N.

Elle a été lancée hier

Campagne nationale contre l'usage des pétards

Par Rachid Chihab

Pour éviter les dégâts qui se produisent à chaque fête du Mawlid Ennabaoui, une campagne nationale de sensibilisation quant aux dangers des produits pyrotechniques sur la santé des enfants a été lancée hier par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, impliquant d'autres secteurs et ciblant, notamment les parents, a annoncé un responsable du ministère.

Placée sous le slogan «Des dinars en fumée et des vies en danger», cette campagne, qui prendra fin le 18 novembre, est dictée par la célébration de la fête du Mawlid Ennabaoui, le 20 novembre, durant laquelle l'utilisation de ces produits prohibés atteint son paroxysme avec son lot d'accidents corporels aux conséquences parfois graves et irréversibles, voire mortelles.

La démarche consiste, notamment à informer, via tous les supports médiatiques et autres «portes ouvertes» et conférences, le grand public, en premier lieu les parents, sur ce qui représente «un réel problème de santé publique», ajoute-t-il, faisant savoir que les imams et les mourchidates ont été mis à contribution pour consacrer leurs prêches religieux à cette question.

Tout en soulignant que ce sont les pétards qui viennent en pole position, le spécialiste fait remarquer la panoplie «de plus en plus dangereuse» mise sur le marché ces dernières années et dont «l'appellation populaire même, donne des frissons».

Pour autant, averti-t-il, même les pétards de «petite taille» peuvent entraîner des brûlures et des mutilations, dont les cicatrices sont «à vie et que la chirurgie ne peut qu'améliorer».

A titre illustratif, le Dr Hadj Mati fait savoir qu'en 2015, la clinique centrale des brûlés Pierre et Claudine Choulet (Alger) a reçu, durant la célébration de cette fête religieuse, 30 urgences, en majorité des enfants de moins de 15 ans, présentant des brûlures entre le 1^{er} et le 2^{ème} degrés, avec fractures et plaies, essentiellement au niveau des mains et du visage.

Pour y exercer, par ailleurs, en tant que chirurgien, le spécialiste fait, néanmoins, observer que le nombre de blessés a chuté comparativement à l'année précédente durant laquelle les pétards avaient causé 52 blessés dont 41 enfants de moins de 15 ans.

Le représentant du ministère de la Santé tient, en outre, à souligner que le défi consistant à mettre fin, ou tout au moins à réduire la dangerosité de ce phénomène incombe également aux

autres acteurs concernés, à savoir les ministères de l'Intérieur et des Collectivités locales, de l'Education nationale, du Commerce, des Finances (Douanes), de la Protection civile, etc.

Ceci, argumente-t-il, d'autant plus que l'utilisation de ces produits ne se limite plus au Mawlid Ennabaoui, mais est observée, depuis quelques années, lors de la célébration des différentes circonstances festives, en sus de leur prévalence dans les stades lors des matchs de football notamment.

Outre cette action nationale, le ministère de la Santé a lancé, le 20 octobre dernier, une campagne au niveau local, à travers une note adressée aux 48 directeurs de la santé et de la population (DSP) leur enjoignant de lancer diverses manifestations de sensibilisation sur les risques encourus quant à l'utilisation des pétards et autres produits pyrotechniques.

«La société algérienne est la seule, dans le monde arabo-musulman à fêter le Mawlid Ennabaoui de cette manière et nous ignorons l'explication de ce phénomène», conclut le Dr Hadj Mati, rappelant que depuis 1963, l'Algérie avait pourtant mis en place un dispositif législatif prévoyant «des sanctions contre la commercialisation et l'usage» des produits pyrotechniques.

R. C.

Opportunités de coopération dans le secteur agricole

Réunion d'opérateurs algériens et qataris à Doha

Une délégation d'opérateurs économiques algériens a rencontré, hier à Doha (Qatar), les responsables du groupe Hassad Food, spécialisé dans les produits agricoles, sous la présidence du ministre du Commerce, Saïd Djellab, pour examiner les opportunités de partenariat et de coopération.

La réunion a eu lieu en marge du salon Hospitality & Food, organisé à Doha du 6 au 8 novembre, avec la participation de l'Algérie comme invité d'honneur. Les opérateurs économiques ont examiné les possibilités d'établir un partenariat entre l'Algérie et le Qatar, d'autant plus que l'Algérie est désormais considérée comme un point de passage vers le marché africain.

M. Djellab a mis en avant, durant la rencontre, l'importance de renforcer les échanges avec la partie qatarie dans le cadre de la stratégie du gouvernement visant la diversification des exportations hors hydrocarbures et la réduction du volume des importations.

L'Algérie oeuvre, a dit le ministre, à réaliser des investissements avec les partenaires qataris dans les domaines de la production de l'aliment de bétail, des céréales, des viandes et des volailles, ce qui représente de grandes opportunités pour les investisseurs en Algérie.

Les opérateurs ont mis en exergue la diversité des produits algériens qui reposent sur des investissements destinés à la commercialisation locale et à l'exportation.

Pour leur part, les responsables du groupe Hassad Food ont exprimé leurs intérêts pour les dattes algériennes, sachant que le groupe possède la plus grande usine de conditionnement et d'exportation de dattes au Qatar.

Ils ont émis également le vœu de se tourner vers le marché algérien dans le domaine des dattes connues pour leur qualité, aux côtés des marchés koweïtien, iranien et autres.

Outre les responsables algériens, la réunion s'est déroulée en présence du vice-président du groupe Hassad Food, Ali Hallal Al-Kuyari, le directeur exécutif des relations commerciales du groupe Hassad-Food, Moubarek Rached Al-Sahoudi, et de cadres du groupe.

H. T.

Projet de Loi de finances 2019

AADL et habitat rural en priorité

Assurant que l'Etat poursuivra ses efforts pour résoudre le problème du logement et renforcer les structures publiques, à travers le financement de nouveaux programmes du secteur, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a affirmé, mardi à Alger, que la priorité sera accordée aux formules Aadl et logement rural.



Par S. A. Mohamed

Le point essentiel dans le Projet de Loi de finances 2019, pour le secteur de l'habitat, est la poursuite du financement et de la réalisation des programmes de logement, toutes formules confondues, notamment l'habitat de type location-vente et l'habitat rural, et ce en vue de répondre à toutes les demandes des souscripteurs, a indiqué le ministre devant la Commission du budget et des finances de l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une audition consacrée au budget de son secteur dans le cadre du PLF 2019 qui prévoit également la prise en charge des différents travaux de voirie et réseaux divers (VRD) concernant les programmes de logement, tout en accordant la priorité à l'aménagement des logements achevés au nombre de 137 500 unités. Les projets relatifs à la prise en charge des structures publiques, notamment au niveau des nouvelles cités intégrées, particulièrement les écoles, les établissements de santé de proximité, les

Sûreté de daïra, en sus du parachèvement d'aménagement des villes nouvelles à Sidi Abdellah (Alger) et de Bouinan (Blida), sont également prévus dans le cadre du PLF 2019. Pour ce qui est du nouveau programme pour l'exercice 2019, le ministre a fait savoir qu'il prévoyait la réalisation de 5 000 unités de type Logement public locatif (LPL) (dans le cadre de la régularisation), 90 000 unités de type location-vente, 50 000 unités de type Logement promotionnel aidé (LPA), en sus de 240 structures publiques. S'agissant des aides, le ministre a indiqué que le nouveau programme pour l'exercice 2019 a inscrit 40 000 nouvelles aides pour l'habitat rural, outre 20 000 unités ayant été enregistrées dans le cadre des dépenses prévisionnelles non programmées au titre de l'exercice 2018, dont 10 000 aides accordées aux wilayas du Sud et 10 000 autres au profit des Hauts-Plateaux. Quant au programme du type Logement promotionnel public (LPP), M. Temmar a indiqué que, sur décision du président de la République, Abdelaziz

Bouteflika, cette formule a été élargie au profit de la communauté algérienne établie à l'étranger, notant à ce propos, «la grande affluence» de cette catégorie, dont le nombre des souscripteurs s'élève, à ce jour, à 20 038 souscripteurs résidants dans 93 pays. Dans le but de garantir le bon fonctionnement de cette opération, le ministère de l'Habitat a tenu plusieurs rencontres de sensibilisation et d'information en direction de la communauté algérienne établie à l'étranger et ce, en coordination avec le ministère des Affaires étrangères. La première rencontre a eu lieu à Paris et dans nombre de villes françaises, puis en Arabie Saoudite et dans d'autres pays du Golfe, et enfin à Londres, a indiqué le ministre, relevant, à cet égard, la tenue de rencontres similaires aux Etats-Unis et au Canada. Plusieurs mesures ont été initiées dans ce cadre par le ministère, poursuit M. Temmar, dans le but d'accélérer le lancement effectif de cette opération, dont la révision et l'adaptation du cadre organisationnel en vue de permettre aux

Algériens de la diaspora de bénéficier des programmes de logement promotionnel public (LPP), l'ouverture d'un site Web dédié à cette initiative, la création d'une application permettant d'accomplir les procédures à distance, outre la désignation du Crédit populaire algérien (CPA) pour accompagner le ministère dans cette opération. Par ailleurs, et en matière d'urbanisme, le ministère s'emploie à réviser la loi d'orientation de la ville et la loi sur le parachèvement et la mise en conformité des constructions, a indiqué le ministre, ajoutant que ces deux lois seront inscrites dans le cadre d'une nouvelle loi unifiée et intégrée, sous le titre «Loi sur l'harmonisation territoriale, du développement urbain durable pour des villes sûres et flexibles». Par la même occasion, M. Temmar a rappelé l'attribution, de 1 999 à octobre 2018, de 4,1 millions d'unités de logements (toutes formules confondues) et la réalisation de 28 140 infrastructures de service public sur 32 565 inscrites durant la même période.

S.A.M.

Ministère de la Santé Des mesures pour palier à l'apparition de cas de rougeole

Le ministère de la Santé de la Population et de la Réforme hospitalière, a indiqué hier que toutes les mesures ont été prises pour palier à l'apparition de cas sporadiques de rougeole.

Indiquant dans un communiqué que «des cas sporadiques de rougeole sont signalés dans certaines wilayas», le ministère de la Santé a rassuré que «toutes les mesures pour palier à l'apparition de ces cas sont prises conformément au dispositif en vigueur dans le plan national de surveillance au cas par cas de rougeole». Ces mesures sont traduites à travers «la notification immédiate de tout cas suspect de rougeole, la prise en charge médicale de tous les cas suspects, l'hospitalisation des cas compliqués, la réalisation de l'enquête épidémiologique autour des cas suspects, la confirmation sérologique des cas suspects, l'organisation d'une campagne de vaccination ciblant l'entourage des cas, ceci quel que soit le statut vaccinal», souligne le ministère.

Ce dernier rappelle que «la rougeole, bien qu'elle soit une maladie bénigne reste à très haut risque avec de graves complications pouvant entraîner le décès quand elle touche les nourrissons non encore éligibles à la vaccination, les enfants non vaccinés et les enfants immunodéprimés».

Relevant que la vaccination est «la meilleure protection contre la rougeole qui est considérée comme la plus contagieuse des maladies infantiles», le ministère de la Santé «insiste sur la nécessité de vacciner les enfants contre la rougeole conformément au calendrier national de vaccination».

H. T.

Afin d'améliorer l'approvisionnement de la population

Le budget des ressources en eau en hausse

Une enveloppe de 197,145 milliards de DA a été allouée au secteur des Ressources en eau dans le cadre du projet de Loi de finances (PLF 2019), a indiqué, mardi, le premier responsable du secteur, M. Hocine Necib.

Intervenant devant la Commission du budget et des finances de l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une réunion présidée par Toufik Torche, en présence du ministre des Relations avec le Parlement, Mahdjoub Bedda, M. Necib a précisé qu'une enveloppe de 183,031 milliards de DA a été allouée au budget équipement, en hausse par rapport à l'exercice écoulé, en sus de 14,145 milliards de DA au budget de fonctionnement et 195,7 milliards de DA alloués aux crédits de paiement.

Le ministre a affirmé, à ce propos, que le secteur maintiendra, dans le cadre de l'exercice 2019, le même rythme de réalisation et lancera de nouveaux projets qui permettront d'améliorer et d'assurer l'alimentation en eau potable, le traitement des eaux et l'expansion des surfaces irriguées.

Pour ce qui est de la mobilisation des ressources en eau, M. Necib a annoncé la réception, prochaine, de deux nouveaux barrages à El Tarf et Batna qui renforceront la capacité de stockage nationale avec 143 millions de m³ supplémentaires, en sus du lancement d'un projet de réalisation de quatre mégastations de dessalement au niveau d'Alger, El Tarf, Béjaïa et Skikda.

L'année 2019, poursuit le ministre, verra également l'achèvement des travaux de transfert

d'eau devant alimenter les foyers de la wilaya de Béchar à partir du champ de puits de Beni Ounif, ainsi que les travaux d'alimentation en eau potable de 18 communes de la wilaya de Mila depuis le complexe hydraulique de Beni Haroun et du barrage de Tabellout. Les eaux des nappes phréatiques de Ghardaïa seront valorisées à l'avenir et alimenteront les wilayas de Biskra et Batna, de même pour les eaux de la nappe d'Oued Namous qui seront transférées vers Aïn Sefra, Naâma, Saïda et Mechria, a fait savoir le ministre. Quant à l'eau potable, le ministre a fait état d'importants projets devant être réceptionnés prochainement portant sur la réhabilitation des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) au profit de 20 villes et la réalisation de trois sta-

tions d'épuration des eaux (Step), au niveau des barrages d'Ourkis, de Tichy-Haf et de Mahouane, en sus du transfert des eaux de la région de Béni Ounif vers Béchar et la réhabilitation de trois stations d'épuration des eaux à Skikda, Mila et Médéa. S'agissant de l'assainissement, le ministre a indiqué la poursuite de la réalisation de 28 stations d'assainissement à travers le pays, outre 51 stations d'épuration à travers plusieurs wilayas dans le cadre de la politique de protection des plans d'eau et des nappes phréatiques aux fins de la préservation de la santé des citoyens.

Il sera également procédé, poursuit le ministre, à l'entame de la mise en oeuvre de la nouvelle stratégie nationale de lutte contre les inondations et de la

protection des villes à l'horizon 2030. Le ministre a précisé que son secteur avait élaboré, en coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, un programme qui s'étale sur trois années, d'autant plus que le gestion de toutes les communes du pays sera intégrée, à l'horizon 2020, à l'Algérienne des eaux (ADE) pour l'eau potable et à l'Office national d'assainissement (ONA) pour l'assainissement.

M. Necib a, enfin, affirmé que les objectifs tracés reposent sur l'appui aux réalisations à travers l'amélioration des procédés de réalisation et la sécurisation de l'AEP, notamment le respect des délais de réalisation et l'encouragement des compétences.

Riad D.

Selon l'astrophysicien français d'origine algérienne, Tahar Amari

Les chercheurs algériens sont «talentueux», mais ont besoin de moyens

Les chercheurs algériens sont «talentueux» et ne sont pas moins que ceux de n'importe quel autre pays, mais ont besoin de moyens pour mener la recherche, a affirmé mardi l'astrophysicien français d'origine algérienne, Tahar Amari, connu mondialement pour ses découvertes sur les éruptions solaires.



«**L**es chercheurs algériens sont talentueux, pas moins que ceux de n'importe quel autre pays. J'en rencontre dans des conférences internationales de haut niveau. Mais le niveau qu'ils arrivent à atteindre peut être disparate en raison des moyens nécessaires pour mener cette recherche qui sont aussi différents suivant les disciplines», a indiqué dans une interview à l'APS (lire l'intégral www.aps.dz) ce chercheur qui reconnaît que son impulsion initiale dans la recherche et la réussite viennent de son père Mohand-Saïd, venu des montagnes de petite Kabylie.

Pour ce fils de cantonnier, pour qui l'ensemble des produits de l'éruption solaire peut avoir des impacts «importants» sur de nombreux secteurs de l'activité économique mondiale, un chercheur «vit par son lien avec l'International», car la recherche est internationale «avant tout».

«Il faut penser ainsi, car la recherche concerne l'humanité toute entière et est acceptée par elle. Sinon, l'enfermement est une sorte de mort incompatible. Il faut envoyer à l'étranger et accueillir des chercheurs étrangers dans les laboratoires algériens. C'est ce qui est fait dans les pays en pointe de la recherche», a-t-il expliqué, soutenant que les

expériences nécessitent des moyens «importants» qui, seuls, peuvent permettre de «se hisser à un niveau» et ainsi permettre que les jeunes chercheurs algériens «aient une valeur à l'étranger».

Pour lui, investir dans la science et la recherche «c'est gagner dans le développement économique et éducatif de manière naturelle», soulignant que la science «ne s'arrête pas qu'aux scientifiques».

Accroître les investissements dans la recherche

«Elle inonde et nourrit l'éducation et la société. La recherche sert à former les politiques, les décideurs, les entrepreneurs qui ne deviendront pas tous des chercheurs. Ils pensent au-delà de l'utilisation immédiate, et cela paie, pour le durable. Le monde politique y gagne aussi», a ajouté cet ancien handballeur né à Bobigny, dont les parents, immigrés, n'avaient jamais connu le banc d'école, appelant à accroître les investissements dans la recherche car, a-t-il dit, «c'est la science et l'éducation qui seront utiles pour le futur».

Pour ce directeur de recherche au Centre nationale de la recherche scientifique (Cnrs) et au Centre de physique théorique de l'Ecole polytechnique,

rencontré à l'ambassade d'Algérie en France dans le cadre du Cercle Saint-Augustin, un cadre de réflexion et d'échange, c'est avant tout la formation en Algérie qui est le «secteur primordial», une formation adaptée aux besoins économiques.

«Former par l'enseignement supérieur c'est bien, mais je m'interroge sur le sens d'engagement sans se soucier de l'intégration professionnelle en même temps. Il faut travailler avec les entreprises et ne pas attendre la fin de formation pour s'intéresser à elles», a-t-il préconisé, citant, à titre d'exemple, le Big Data où «la demande est tellement grande que les entreprises manquent de candidats». «Les grandes écoles intègrent de telles formations pour répondre à cette demande pour l'avenir», a-t-il ajouté.

Il faut une synergie entre la recherche et l'industrie

Tahar Amari pense que, pour le cas de l'Algérie, «il faut une synergie, entre la recherche, qui nourrit l'enseignement, et l'industrie locale et internationale», soutenant que les Algériens doivent trouver un emploi «correspondant aux besoins» des entreprises présentes sur le sol ou à l'étranger.

«Des formations avec un lien fort avec l'industrie, incluant de

nombreux stages, doivent être renforcées. On comprend qu'on rejoigne alors la question des moyens», a indiqué ce spécialiste du magnétisme solaire, décoré en novembre 2016 de la Légion d'honneur, la plus haute distinction française.

«Prenons par exemple encore l'informatique, nourriture de base de toute formation ou industrie. Former à la théorie informatique c'est bien, mais ce sont les nombreux stages et classes d'apprentissage qui rendent la connaissance utile. Et pour cela, il faut beaucoup de cours pratiques avec des moyens informatiques à la hauteur», a encore expliqué cet astrophysicien qui a découvert cette année, avec son équipe, que les éruptions solaires étaient produites par une corde magnétique enfermée dans une cage magnétique. Concernant le Cercle Saint-Augustin, qui avait réuni en septembre dernier des chercheurs issus de la communauté algérienne en France, qu'il a qualifié d'«excellente initiative», Tahar Amari estime que ce cadre devrait permettre la création «active» d'un réseau d'expertises et d'expériences permettant de favoriser les interactions «fructueuses» avec les institutions, jeunes et moins jeunes chercheurs, universitaires ou non en Algérie.

Reda A.

Agence internationale de l'énergie L'Afrique du Sud devient membre

L'Afrique du Sud est devenue membre de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) en tant qu'association, a indiqué hier un communiqué de l'agence qui a estimé que cette adhésion permettra de donner une «impulsion majeure» à la gouvernance énergétique mondiale.

«L'adhésion de l'Afrique du Sud à la famille de l'AIE représente une étape majeure pour notre agence, en rassemblant autour de notre table un leader émergent en matière de politique énergétique mondiale», a déclaré le directeur exécutif de l'AIE, Fatih Birol, considérant l'Afrique du Sud de «voix forte et engagée» de l'Afrique subsaharienne pour «enrichir les échanges de politiques mondiaux».

L'Afrique du Sud est considérée comme le plus grand consommateur d'énergie du continent. Ce pays détient environ la moitié de la capacité de production d'électricité de l'Afrique et affiche un de ses taux d'électrification les plus élevés.

Pour sa part, le ministre sud-africain de l'Énergie, Jeff Radebe, a indiqué que son pays «bénéficiera des relations et de l'autorité de l'AIE avec ses pays membres», annonçant qu'il va «améliorer des domaines tels que la planification énergétique (y compris tous les secteurs tels que l'électricité, les combustibles liquides et le gaz), les statistiques énergétiques, l'efficacité énergétique, l'intégration des réseaux et l'innovation énergétique».

«Alors que le monde évolue vers des formes d'énergie plus avancées et sophistiquées, l'Afrique doit améliorer la manière dont elle convertit ses ressources naturelles en formes d'énergie plus efficaces afin d'améliorer son statut économique», a-t-il ajouté, soulignant que l'énergie «est et devrait être une condition préalable à la croissance et au développement».

Selon l'AIE, l'Afrique du Sud a réalisé «d'importants progrès» dans l'élaboration d'une feuille de route du secteur de l'énergie qui assurera un avenir «plus propre» au pays et aidera à suivre le rythme des engagements pris en matière de changement climatique.

R. N.

Prix pétrole

Le Brent dépasse légèrement les 73 dollars

Les prix du pétrole se sont redressaient mercredi en cours d'échanges européens alors que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires envisagent une baisse de leur production en 2019, selon des délégués cités par l'agence Bloomberg.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier valait 73,04 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 91 cents par rapport à la clôture de mardi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de décembre prenait 55 cents à 62,77 dollars.

Alors que les cours de pétrole avaient flanché mardi à leur plus bas niveau depuis près de huit mois pour le WTI, à 61,31 dollars, et au plus bas depuis deux mois et demi pour le Brent, à 71,18 dollars, les responsables de l'Opep et leurs partenaires semblent s'apprêter à riposter et envisagent une baisse

de leur production en 2019.

L'Organisation et ses partenaires, dont la Russie, compte aborder le sujet dès leur réunion de suivi de l'accord qui se tiendra dimanche prochain à Abou Dhabi, selon l'agence Bloomberg citant des délégués de l'Opep.

Le rendez-vous ne rassemblera qu'une poignée de ministres avant la réunion plénière qui aura lieu début décembre à Vienne.

«Le timing de ces discussions est logique, puisque nous avons

maintenant plus de visibilité sur l'effet qu'auront les sanctions américaines sur l'activité pétrolière en Iran», a expliqué Stephen Brennock, analyste chez PVM.

Alors que les sanctions américaines contre l'Iran menaçaient de faire baisser l'offre mondiale et de faire grimper les prix au point de peser sur la demande, la Russie et l'Arabie saoudite, deux des trois plus grands producteurs mondiaux, avaient amendé leur accord de limitation de la production en juin pour leur per-

mettre d'extraire plus.

Les deux grands pays producteurs du pétrole «avaient dopé leurs production en anticipation des baisses de production iraniennes, mais cela semble désormais un effort trop ample puisque les exportations iraniennes continuent, quoi qu'à des volumes réduits», a ajouté le même analyste. Les Etats-Unis ont, en effet, accordé des exemptions temporaires à huit importateurs de pétrole iranien.

Riad D.

Il promet la création de 1 000 emplois

Le groupe Cevital investit aux Ardennes

Le P-DG du groupe algérien Cevital, Issad Rebrab, a présenté hier au président français Emmanuel Macron, en visite à Charleville-Mézières (Ardennes, nord-est de la France) un projet d'implantation de son groupe en promettant la création de 1 000 emplois.



Ajoutée à la dernière minute dans l'agenda du président français, en déplacement dans plusieurs villes françaises à l'occasion du centenaire de l'armistice, la visite a permis au P-DG de Cevital de présenter son projet, opérationnel à fin 2019, de fabrication de machines pour le traitement de l'eau.

Emmanuel Macron a assuré Issad Rebrab de l'accompagne-

ment de l'Etat français car, a-t-il dit, «Cevital, ce sont des partenaires qu'on connaît bien qui, avec beaucoup de courage et de responsabilité, ont repris Fagorbrandt il y a quelques années», soulignant que ce projet «suscite beaucoup d'espoir sur ce territoire» et «va permettre d'offrir des perspectives, de former des jeunes et des moins jeunes».

Signalons que le P-DG de Cevital a rencontré mardi le chef

d'Etat français à Pont-à-Mousson et lui a fait part de son projet d'investissement de plusieurs millions d'euros en différentes étapes qui englobe trois unités industrielles liées au traitement et à la fabrication d'eau ultra pure.

Le P-DG de Cevital a saisi l'opportunité de la visite du président français pour lancer hier, officiellement, son projet.

L'investissement du groupe Cevital, dont le chiffre d'affaires

s'élève à 4 milliards d'euros, permettra la fabrication de membranes et de stations de production d'eau ultra pure, de dessalement d'eau de mer et de traitement des eaux industrielles.

Selon des informations fournies par le groupe, le concept mis au point par Cevital, baptisé EvCOM, dans le traitement de l'eau, a déjà permis de mettre en oeuvre des brevets, produire des membranes et créer des stations de traitement des eaux.

Un concept, une technologie allemande révolutionnaire acquise par le groupe, qui a été présenté par le P-DG du groupe aux représentants du Medef, il y a quelques mois en Algérie.

Le projet est déployé dans des locaux du constructeur automobile français PSA qui s'étalent sur 4 000 m², avec une probable extension sur des terrains environnants, a-t-on indiqué.

Cevital, porté à 18 000 employés, est un groupe algérien privé qui a investi dans des secteurs d'activités diversifiés, notamment dans l'industrie agroalimentaire et grande distribution, l'électronique et électro-ménager, la sidérurgie, l'industrie du verre plat, la construction industrielle, l'automobile, les services et les médias.

H. M.

Salon de la production nationale des Aurès Un public nombreux à l'ouverture

Le Salon de la production nationale des Aurès a été ouvert mardi à la grande salle des expositions Asahar de la ville de Batna en présence d'un public nombreux.

Les différents stands notamment celui de Kia Algérie de l'Usine Gloviz-Kia d'assemblage des véhicules de Batna a constitué «l'attraction» du public, nombreux à scruter les modèles de véhicules exposés au cours de cette manifestation inaugurée, par le wali, Abdelkhalik Sayouda qui a rappelé «les multiples facilitations» mises en place par l'Etat au profit des investisseurs pour encourager et promouvoir la production locale et par ricochet, booster l'économie nationale. Le Salon, édition 2018 a été marqué par une forte participation de la filière montage de véhicules représentée par la filiale Global Group avec Hyundai de montage de véhicules lourds, bus et camions et Kia Algérie, spécialisée dans le montage des véhicules légers, a-t-on constaté. «Global Group qui a commencé récemment l'exportation vers la Mauritanie, participe à ce Salon avec une variété de véhicules montés localement pour des prix jugés raisonnables», a indiqué à l'APS, la chargée de l'information auprès de ce groupe, Mme Khamssa Boutita.

L'organisation de cette manifestation à caractère économique a été marquée par la présentation pour la première fois de modèles de la marque Baic dont une usine de montage de véhicules est en cours de réalisation à la localité de Lambridi dans la commune d'Oued Chaâba dans le cadre d'un investissement privé avec un partenaire chinois. Environ 40 producteurs de 10 wilayas du pays, spécialisés dans plusieurs domaines dont les matériaux de construction, la mécanique, l'agroalimentaire, le textile, et l'électroménager prennent part à ce Salon. Cette manifestation de cinq jours a pour but de promouvoir le produit national notamment dans la wilaya de Batna qui a connu ces dernières années l'émergence de plusieurs entreprises de production de statut privé, selon le directeur de la Chambre de commerce et d'industrie Aurès, Mabrouk Bezzaz.

Farid D.

Promouvoir davantage les investissements hors hydrocarbures

La Chambre de commerce et d'industrie algéro-française (Cciarf), présidée par Michel Bisac, nouvellement installé à sa tête, se fixe l'objectif de promouvoir davantage les investissements hors hydrocarbures français en Algérie ainsi que les relations d'affaires entre les deux pays. «Notre objectif est de montrer aux investisseurs français que l'Algérie est un pays d'avenir», a indiqué M. Bisac lors d'un point de presse tenu mardi à Alger.

Interrogé sur le climat des affaires en Algérie, M. Bisac a répondu que les chefs d'entreprises français qui ont eu l'occasion de visiter l'Algérie, ont été surpris de la «sérénité» qui caractérise l'environnement économique du pays. «En dépit des changements des lois et textes réglementaires, les hommes d'affaires français ont toujours cette volonté d'investir en Algérie. On est là et on s'adapte aux nouvelles réglementations», a-t-il enchaîné.

Pour lui, c'est le moment de venir investir en Algérie, «un marché de plus de 40 millions de consommateurs». Ainsi, la Cciarf travaille à

mettre en exergue, les opportunités d'investissements qui existent en Algérie et orienter les chefs d'entreprises français pour réussir leurs business. Par ailleurs, M. Bisac a précisé que la Cciarf qui compte aujourd'hui 210 000 salariés a réalisé un chiffre d'affaires de plus de deux milliards d'euros.

A signaler que lors d'une réunion tenue le 26 septembre dernier, le Conseil d'administration de la Cciarf a élu à l'unanimité Michel Bisac, nouveau président de la Chambre à compter de ce mardi.

Succédant à Jean-Marie Pinel qui assumait la présidence depuis février 2011, M. Bisac est membre actif du Conseil d'administration depuis plusieurs années et l'un des membres fondateurs de la Cciarf.

En outre, la Cciarf a annoncé qu'elle vient tout juste de franchir la barre de 2 000 adhérents, répartis dans différents secteurs et régions. La Chambre, à travers son Club Femmes chefs d'entreprises a, par ailleurs procédé mardi à la remise du premier Prix à la

gagnante au concours lancé en décembre 2017 pour soutenir financièrement un projet entrepreneurial, ciblant des jeunes femmes algériennes de plus de 18 ans.

Ainsi, à l'issue d'un appel à projet, le Club Femmes chefs d'entreprises avait reçu 269 candidatures de 32 wilayas du pays et portant sur 33 différents secteurs d'activités.

Le groupe de travail chargé de la sélection et suivi avait retenu 20 candidatures qui répondent au mieux aux critères et conditions de l'appel à projets. Le prix a été au final remporté par Naïla Chaker (29 ans), pour son projet de fromage (Nalilait). La lauréate a été choisie au terme d'un long parcours de compétition.

L'initiatrice du projet Nalilait qui a obtenu le premier prix après les délibérations de la commission d'évaluation, a bénéficié d'une campagne de sponsoring organisée spécialement pour l'accompagner entièrement dans le financement de son entreprise spécialisée dans la production du fromage.

R. K.

Algérie-Egypte

Partenariat sur des projets d'élevage de poissons d'eau douce

Un accord de partenariat a été récemment conclu entre l'Algérie et l'Egypte, leader dans le domaine de l'aquaculture d'eau douce, pour le développement de l'élevage du tilapia du Nil en Algérie, a-t-on appris, mercredi, du directeur général de la pêche et de l'aquaculture.

Cet accord a été conclu, suite à la visite d'une délégation de la direction générale de la pêche et de l'aquaculture au Caire, du 4 au 6 novembre en cours, a indiqué M. Taha Hammouche, dans une déclaration à l'APS.

"L'Egypte est considéré comme l'un des leaders en matière de production aquacole et d'élevage

d'eau douce, dont le tilapia du Nil, soit environ un million de tonnes par an", a-t-il souligné, précisant que ce partenariat sera concrétisé à travers une ferme d'élevage de cette espèce de poissons qui sera implanté au niveau de la wilaya de Bechar.

La partie égyptienne participera à la gestion de cette ferme et à fournir les techniciens, les alevins et les aliments, a-t-il encore précisé.

S'agissant de la formation des techniciens algériens, Taha Hammouche a déclaré qu'il s'agit d'un programme s'étalant sur plusieurs cycles. "Nous allons envoyer nos techniciens en forma-

tion de longue durée au niveau de leurs fermes, jusqu'à la maîtrise totale de tous les cycles de la production à grande échelle de cette espèce", a-t-il noté.

L'Algérie a déjà une expérience en matière de fermes aquacoles, spécialisées dans l'élevage du Tilapia du Nil, dont la production est limitée, a rappelé le même responsable, ajoutant que l'objectif de ce partenariat est de maîtriser la production massive de ce poisson d'eau douce, exportable en Europe, aux Etats Unis et au Canada.

"Nous voulons atteindre une production de 20.000 à 30.000 tonnes par an dans un premier

temps, et également maîtriser la production de l'aliment et le suivi sanitaire", a fait savoir Taha Hammouche, ajoutant que "la plus grande zone de production aquacole d'eau douce qui se trouve à Oued Souf, érigée sur une superficie de 1.000 ha, accueillera sans doute des projets d'élevage du Tilapia du Nil".

Cette zone abrite déjà 44 bassins d'élevage, où sont installés plus de 30 concessionnaires, a réussi déjà à produire 2 millions d'alevins du Tilapia du Nil en moins d'une année, ce qui place la wilaya d'El Oued au rang de pôle aquacole.

Par ailleurs, l'Algérie a proposé

de partager son expérience en matière d'élevage de la crevette d'eau douce, "une expérience peu commune dans le monde entier", a-t-il dit, soulignant qu'après le succès de l'expérience pilote de Ouargla, mise en place grâce au partenariat avec les Sud-Coréens, plusieurs investisseurs privés s'intéressent à ce nouveau créneau.

La même source a qualifié les partenariats dans le domaine de l'aquaculture avec la Corée du Sud, la Hongrie et aujourd'hui avec l'Egypte de "très fructueux" et participent effectivement au développement de cette activité en Algérie, a-t-il ajouté.

R. B.

Tunisie

Un remaniement ministériel controversé en attendant la voix du Parlement

Des réactions controversées ont suivi le remaniement ministériel partiel opéré "dans la précipitation" par le chef du gouvernement, Youcef Chahed, pour "sortir de la crise politique", mais qui reste en attente de vote de confiance aujourd'hui à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP - Parlement).



Le bureau du Parlement devrait alors se réunir pour examiner la correspondance adressée par Youcef Chahed pour un vote de confiance concernant les nouveaux ministres de son cabinet, a indiqué le président de l'ARP, Mohamed Ennaceur.

M. Chahed a annoncé un remaniement ministériel touchant 18 portefeuilles : 13 ministres et cinq secrétaires d'Etat, alors que les ministres des Affaires étrangères, de la Défense et de l'Intérieur restent à leurs postes.

Il a précisé avoir opéré ce remaniement conformément aux attributions qui lui sont dévolues par la Constitution pour «conférer davantage d'efficacité à l'action du gouvernement» et pour former «une équipe gouvernementale solidaire et responsable qui peut assurer la stabilité dans le pays, résoudre les questions brûlantes et sortir de la crise politique».

M. Chahed (43 ans), nommé chef d'un gouvernement d'union nationale en août 2016, a dépassé en longévité tous ses prédécesseurs depuis la chute de l'ancien régime de Ben Ali en 2011.

Une faction de son parti Nidaa Tounes, menée par le fils de Béji Caïd Essebsi, chef de l'Etat et fondateur du parti, ainsi que la puissante centrale syndicale Ugtt, ont réclamé son départ pendant des mois.

Dans le cadre du 90^{ème} anniversaire d'Ennio Morricone

La Bataille d'Alger projetée à Paris

Le célèbre film de Gillo Pontecorvo, *La Bataille d'Alger*, sera projeté à Paris à l'occasion du 90^{ème} anniversaire de l'un des plus grands musiciens de cinéma, Ennio Morricone, qui dirigera le 23 novembre l'Orchestre symphonique national tchèque ainsi qu'un chœur composé de plus de 75 chanteurs.

Ce concert, qui se déroulera à l'Accor Hotels Arena de Bercy, reprendra ces plus grandes musiques de film au terme de la tournée 60 Years of Music World Tour, a-t-on appris mardi des organisateurs. Globalement, la manifestation se décline en un Masterclass, une programmation dédiée à la Cinémathèque, un concert à Bercy et la parution d'un livre dont il est l'auteur *Ma musique, ma vie : à la recherche de ce son*.

Le livre, paru le 18 octobre dernier, résulte de trois années d'entretiens entre Ennio Morricone et le compositeur

Chahed a fini par créer un bloc parlementaire «concurrent», qui a relégué Nidaa Tounes au troisième rang au Parlement derrière le Mouvement d'Ennahdha et le groupe pro-chahed.

Le remaniement effectué lundi intervient deux ans après la prise de fonction de l'actuel gouvernement. Il a touché des départements sensibles comme la justice, la santé, le tourisme, le transport, l'équipement et l'habitat. De nouveaux ministères ont été créés dans le cadre du remaniement.

Un remaniement effectué «dans la précipitation»

Ce remaniement a été désapprouvé par le président Béji Caïd Essebsi qui l'a qualifié de «précipité» et de «mise devant le fait accompli», ce dernier n'ayant pas été consulté par le chef du gouvernement, selon la déclaration de la porte-parole de la Présidence de la République, Saïda Garach.

L'article 89 de la Constitution tunisienne dispose que : «Le gouvernement se compose d'un chef du gouvernement, de ministres et de secrétaires d'Etat choisis par le chef du gouvernement. En ce qui concerne les deux ministères des Affaires étrangères et de la Défense, le choix est fait en concertation avec le président de la République», ces deux ministères n'ayant pas connu de chan-

gement.

L'article 92 ajoute que : «Le chef du gouvernement est compétent en matière de : Révocation et réception de démission d'un ou plusieurs membres du gouvernement après consultations du président de la République dès lors qu'il s'agit du ministre des Affaires étrangères ou du ministre de la Défense. Le chef du gouvernement informe le président de la République des décisions prises dans le cadre des ses compétences citées».

Dans le cas du remaniement opéré par Chahed sans avoir consulté le président de la République, ni les partis politiques selon leurs dirigeants, le président de la République peut recourir à l'article 99 de la Constitution qui lui permet de «demander à l'Assemblée des représentants du peuple de procéder à un vote de confiance au gouvernement».

Partis politiques et experts contestent

Nombre de partis politiques ont contesté le remaniement ministériel, à savoir le dirigeant de Nidaa Tounes, Ridha Belhaj, qui a affirmé qu'il a été effectué dans des conditions particulières, et n'a jamais été le résultat de concertation avec les partis et particulièrement avec Nidaa Tounes vainqueur des

élections de 2014. Belhaj a précisé que M. Chahed n'a pas informé le président de la République du remaniement en question, estimant qu'il a «outrépassé» ses prérogatives.

Il a ainsi laissé entendre que, tenant compte des prérogatives du président de la République, il est possible d'aller à des élections anticipées et de ce fait dissoudre l'ARP ou éventuellement former un gouvernement de technocrates à distance de tous les partis politiques.

Pour sa part, le dirigeant du Front populaire, Zouheir Hamdi, a déclaré que le remaniement ministériel va créer une «nouvelle crise politique» après son rejet par le président Essebsi, indiquant que le FP considère que le remaniement ne peut constituer une solution pour la crise que traverse le pays. Une crise politique, qu'il qualifie de «complexe» et qui «ne se limite pas à une crise de pouvoir ou de programmes».

Le secrétaire général du parti Al-Jouhourî, Issam Chebbi, a indiqué que «le remaniement ministériel annoncé a mis fin au gouvernement d'union nationale».

Selon Chebbi, la nouvelle composition du gouvernement s'est limitée à la participation des mouvements Ennahdha, Nidaa Tounes et Machrou Tounes, le parti Al-Moubadara ainsi que la nouvelle formation politique qui n'a pas encore vu le jour et qui se prépare au Palais de la Kasbah.

Dans ses concertations, a-t-il poursuivi, Chahed s'est contenté d'inclure les partis politiques ayant manifesté la volonté de rejoindre la nouvelle composition du gouvernement. Le reste de la famille politique et même le président de la République n'ont pas été consultés, a-t-il regretté. Et de rappeler «11 membres du gouvernement sont issus du mouvement Nidaa Tounes, sachant que Chahed ne s'est pas concerté avec les dirigeants de ce parti».

De son côté, le secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (Ugtt), Noureddine Tabboubi, a qualifié la nouvelle composition du gouvernement «de coalition partisane», indiquant dans une déclaration aux médias que la Centrale syndicale n'a pas participé au choix des nouveaux membres du gouvernement.

Deux experts sollicités par l'agence TAP pour donner leur avis à propos de ce remaniement, ont considéré que le changement des ministres, quelques jours avant le démarrage des discussions sur les projets du budget de l'Etat et de la loi de finances pour l'exercice 2019, pourrait engendrer certaines perturbations étant donné que les ministres limogés ont supervisé l'élaboration de ces budgets.

L'économiste et universitaire Ridha Chkoundali a indiqué, que Chahed devrait présenter «un nouveau programme du gouvernement comportant plusieurs points relatifs à la réduction de la détérioration du dinar, l'aggravation du déficit de la balance commerciale ainsi que la prise de mesures permettant de limiter la hausse des prix et la réduction de l'endettement».

En contrepartie, il a considéré que le chef du gouvernement a lancé «un message positif aux investisseurs étrangers, mettant fin aux tiraillements politiques, en aboutissant à la stabilité, dont ont besoin les investisseurs».

Pour ce qui concerne l'aspect constitutionnel, Kaïs Saïed, professeur de droit constitutionnel, a estimé que le différend politique risque de se compliquer davantage si le président de la République refuse de signer le décret de nomination des nouveaux ministres et s'il reporte la cérémonie de prestation de serment sans en fixer la date. Car, a-t-il rappelé, l'article 89 stipule que les nouveaux membres du gouvernement sont appelés à prêter serment devant le président de la République.

R. N.

R. N.

Les waâda à Chlef

Un patrimoine témoin de la communication intergénérationnelle

Les waâda à Chlef, reconnues comme témoin indéfectible du patrimoine culturel populaire et événement social à dimension religieuse, continuent de susciter le même intérêt de la part de différentes catégories d'âge de la population, reflétant ainsi l'existence d'une véritable communication intergénérationnelle, doublée d'un attachement identitaire.

Cet engouement pour ce type de festivités populaires, organisées généralement durant les périodes entre septembre et novembre, ne sont pas exemptes d'une certaine «polémique» entre partisans et opposants à cette tradition sociale.

Pour Miloud Bouazdia, professeur de sociologie et d'anthropologie des religions à l'université Hassiba Ben Bouali, les waâda populaires ont préservé un «caractère traditionnel», qu'il cite à l'origine de l'intérêt toujours vivace des catégories sociales de tout âge, pour cet événement.

«Les gens y voient généralement une certaine symbolique et non une conviction quelconque à adopter», a-t-il estimé, ceci d'autant plus, a-t-il déclaré, que la société a «acquis assez de maturité pour distinguer le licite de l'illicite».

Faisant appel à l'historique de cet événement, il a souligné sa contribution, jadis, dans la réconciliation des individus et le bon accueil légendaire des invités et des visiteurs.

En plus, cette occasion était propice au rappel des qualités et vertus d'un homme saint connu de tous, autour duquel des histoires et légendes sont tissées et des «karamates» sont rapportées, dans une sorte de référent social et religieux perpétué par tout un clan social.



Toutefois, l'engouement des jeunes d'aujourd'hui pour ce type de festivités «ne veut pas nécessairement dire qu'ils prêtent une oreille attentive à ces légendes, autant qu'ils veulent prendre connaissance des us de leurs aïeux», a observé M. Bouazdia.

Il a, également, cité à l'origine de cet intérêt, «le développement des moyens de communication et la prolifération des réseaux sociaux», dont la «contribution est notable dans la préservation et perpétuation de cette tradition populaire».

La waâda de Sidi Abderrahmane, un hymne à la culture

La waâda de Sidi Abderrahmane (à environ 75 km du chef-lieu de wilaya), célébrée le week-end dernier après une éclipse de 25 ans, fait partie des événements les plus appréciés par la population locale, au vue de sa contribution dans la réconciliation des générations entre elles, tout en aidant à la perpétuation d'un nombre d'activités et de pratiques sportives traditionnelles, à l'exemple de la canne traditionnelle, le sport équestre, la poésie populaire et la musique bédouine.

L'engouement des gens pour les waâda

populaires «participe à la préservation du patrimoine et des us et coutumes», a encore soutenu M. Bouazdia, soulignant leur dimension socioculturelle (identitaire) et récréative, voire même religieuse, en perpétuant les valeurs d'offrande, d'entente et de générosité.

Pour Maâmar Abadlia, un des organisateurs de cette waâda, il s'agit là d'un «legs hérité de père en fils à partir du saint Sidi Abderrahmane». C'est un héritage qui a toujours été associé à la «nourriture des pauvres, des gens de passage, et des élèves des zaouias et des écoles coraniques», a-t-il dit, outre sa contribution dans la réconciliation des gens entre eux, et le tissage de relations sociales et familiales (mariage et autres).

M. Abadlia a tenu, aussi, à saluer le sens de partage des populations de cette région, en dépit de leur modeste situation, affirmant l'inexistence de pratiques illicites dans ces événements, tout en louant le rôle des jeunes dans leur célébration, et exprimant son souhait de le voir «reprandre le flambeau».

De nombreuses personnes approchées, par l'APS, à l'occasion de cette waâda, se sont félicitées, à l'image de Lakhdar Gharbi,

du grand nombre de jeunes présents sur place, y voyant le reflet des «valeurs sociales et culturelles ancrées dans le citoyen Chelfi».

Son concitoyen Maâmar a, quant à lui, souligné son «aspect récréatif» pour les enfants de la région, notamment tout en constituant un point de rencontre pour les amis et les proches.

«C'est une occasion pour nous rappeler les qualités et vertus du saint Sidi Abderrahmane, et de les ancrer dans l'esprit de nos enfants», a estimé, pour sa part, Lhadja Kheira (70 ans).

En dépit des perturbations climatiques du week-end, cette waâda a enregistré une grande affluence d'habitants de la région et de wilayas environnantes.

L'opportunité a donné, par ailleurs, lieu à la tenue de nombreuses activités commerciales, représentées, notamment par la vente de gâteaux traditionnels et d'objets-souvenirs de la région, outre l'animation de halaqate de poésie populaire et de chants bédouins, ainsi que l'organisation de courses de chevaux, constituant l'une des attractions majeures très appréciées par les visiteurs de cette waâda.

Bilal L.

Ouargla

Vers le développement des activités de l'agrotourisme

Le secteur du tourisme et de l'artisanat dans la wilaya de Ouargla s'attelle à la mise en place de mécanismes à même de développer l'agrotourisme dans la région, capitalisant les potentialités existantes dans ce secteur en nette croissance des dernières années, a-t-on appris mardi des responsables du secteur du tourisme et de l'artisanat (DTA).

De nombreuses suggestions allant dans ce sens ont été soulevées au ministère de tutelle, au regard des atouts «prometteurs» existants dans la région et susceptibles d'influer positivement cette démarche à impact socio-économique certain et de drainer des flux touristiques nationaux et étrangers, a indiqué le DTA, Abdallah Belaïd.

Cette nouvelle orientation a été favorablement accueillie par de nombreux phoeniculteurs

et agriculteurs, qui ont, d'ores et déjà, procédé au dépôt de cinq demandes de montage de projets offrant des prestations touristiques en milieu agricole et rural, a-t-il précisé.

La wilaya de Ouargla dispose d'importantes potentialités naturelles et agricoles, des facteurs nécessaires au développement des activités agrotouristiques, dont l'existence de vastes étendues de dunes de sable, des palmeraies verdoyantes, en sus des conditions favorables au développement des prestations touristiques de qualité (accueil, hébergement, activités récréatives en milieu oasien et découverte des us et traditions des populations en milieu rural et agricole).

Ce nouveau type de tourisme, requérant la conjugaison des efforts de plusieurs secteurs, à l'instar de la conserva-

tion des forêts et les directions de l'agriculture et de l'environnement, permet la réalisation d'un développement touristique durable dans la région, à travers l'attrait de groupes de touristes et la génération de nouveaux revenus aux fermiers et exploitants agricoles.

Selon le DTA de Ouargla, les efforts sont axés ces dernières années sur l'examen des voies et mécanismes de relance du tourisme saharien et la promotion d'activités susceptibles de faire du Sahara une destination touristique privilégiée.

Il s'agit, entre autres actions, entreprises pour rattraper le retard accusé en la matière, le renforcement des capacités d'accueil devant contenir les flux touristiques et répondre à leurs attentes.

Le même responsable a annoncé la réception, à la fin de

2019, d'une série de structures d'accueil touristique, dont deux complexes, deux hôtels dans la région de Touggourt (160 km au nord de Ouargla) et deux autres à Ouargla, devant consolider la capacité d'accueil d'un millier de lits supplémentaires pour la porter à un total de 2 100 lits.

Accompagner les acteurs touristiques dans la région

La direction du tourisme et de l'artisanat s'emploie aussi à accompagner et encourager les agences de tourisme et de voyages et les offices locaux de tourisme (33 agences et 11 offices) pour élargir et promouvoir les activités touristiques professionnelles dans la wilaya, en dehors des activités de voyages liées à la Omra.

Une agence de voyages acti-

vant dans la région a accueilli, lors du premier trimestre de l'année courante, plus de 500 touristes de différentes nationalités étrangères, contre 700 touristes en 2017, représentant des nationalités japonaise, portugaise, chinoise, allemande et française. Le tourisme des affaires, un autre créneau générateur de richesses et d'emplois a enregistré le séjour de plus de 4 000 touristes nationaux et étrangers dans la zone de Hassi Messaoud. Les activités de tourisme religieux ont également connu une dynamique, à travers les visites de différentes délégations étrangères vers les zaouïas disséminées dans la région.

Ceci, en plus des arrivées dans le cadre du tourisme environnemental développé autour des zones humides, plans d'eau, lacs, dunes de sable, ksour, Oasis et palmeraies.

Reda A.

Ville de Constantine

Opération de réhabilitation du passage souterrain



Une opération de réhabilitation du passage souterrain de la place du 1er novembre 1954 ainsi que la rue du 19 juin 1956 (ex-rue de France), situés au cœur de la ville de Constantine, sera lancée "samedi prochain", a indiqué mardi à l'APS, le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité locale.

Cette opération consiste à «entreprendre des travaux d'aménagement et de pose de systèmes de sécurisation au niveau du passage souterrain de la place du 1er novembre, jouxtant la Grande Poste de Constantine, ainsi que la réfection du pavé dégradé de la rue du 19 juin 1956», a précisé Nadjib Arab. S'agissant des travaux visant ce passa-

ge souterrain, fermé, ravagé par un incendie en avril 2015, ils devront durer 5 mois pour un montant financier d'environ 80 millions de DA, a révélé le même édile.

Ayant antérieurement abrité des commerces et des dizaines d'étals de fortune avant l'incendie, ce passage souterrain disposera, une fois l'opération de réhabilitation achevée, de 25 locaux commerciaux qui seront affectés à des artisans spécialisés dans les habits traditionnels (gandouras brodées), les bijoux et la dinanderie notamment, «afin de faire ressortir le cachet artisanal de la ville du vieux rocher», a-t-il souligné.

Le président de l'APC de Constantine a, par ailleurs, fait savoir que les travaux de réhabilitation du second passage souterrain du centre-ville, dont l'une des entrées est située à proximité du palais de la culture Mohamed-Laid Al Khalifa, interviendront «une fois les travaux d'aménagement et de sécurisation du premier souterrain terminés».

Concernant la réfection du revêtement

de la rue du 19 juin 1956, située au centre-ville de Constantine, elle sera également lancée «samedi prochain en fin de journée», a affirmé M. Arab, relevant le fait que les travaux de réhabilitation de cette artère commerçante, très fréquentée par les citoyens, ne peuvent avoir lieu durant la journée.

Selon la même source, les travaux de pose d'un nouveau revêtement en «béton imprimé», pour un montant financier s'élevant à 30 millions de DA, dureront 3 mois et n'auront lieu que le soir, à partir de 17 heures, et ce, pour ne pas gêner l'activité commerciale.

Cette artère piétonnière avait été refaite quelques mois avant la manifestation «Constantine capitale de la culture arabe 2015», mais son ouverture aux automobilistes a occasionné des dommages irréversibles au pavé, d'où le choix, selon la même source de poser un revêtement en béton imprimé, considéré comme étant «plus solide».

Bilal L.

El Tarf

Production de près de 400.000 quintaux d'agrumes

■ Une production de pas moins de 395.900 quintaux d'agrumes est prévue, dans la wilaya d'El Tarf, au titre de la campagne de cueillette lancée depuis deux semaines, a-t-on appris, mardi, auprès du directeur local des services agricoles (DSA).

Lancée depuis le 20 octobre dernier, à travers principalement les vergers situés dans la commune de Asfour, cette campagne, qui cible un total de 2.319,25 hectares dont 460,25 hectares nouvellement entrés en production, a permis, à ce jour, de cueillir 1.280 quintaux, a ajouté M. Kameledine Benseghir.

Cette quantité d'agrumes de variété dite satsumun, a été cueillie, a-t-on précisé, principalement dans la région de Asfour et à un degré moindre à Besbes, réputées pour leurs importants vergers agrumicoles dont les variétés les plus dominantes sont Thomson, Navel, Washington, double fine et sanguine.

Selon la même source, les efforts portant sur le rajeunissement des vergers agrumicoles ont permis, l'arrachage de l'équivalent de 184 hectares de vergers ainsi que la replantation de 460,25 hectares à travers les sept (7) daïras de la wilaya d'El Tarf, où plus d'un millier d'hectare de vergers agrumicoles ont été replantés dans le cadre de l'extension des vergers et la révision à la hausse de la production.

Cette campagne se poursuivra jusqu'au mois de mars prochain, a-t-on encore soutenu en rappelant les nombreuses campagnes de sensibilisation organisées en direction des agrumiculteurs tout au long de l'année dans l'objectif de les inciter à recourir aux nouvelles techniques en matière de plantation et d'encadrement visant à améliorer leur productivité.

F. T.

Tissemsilt

Baisse sensible des surfaces boisées endommagées par les feux

■ La wilaya de Tissemsilt enregistre une baisse sensible des surfaces boisées endommagées par les feux durant la période allant du 1er juin à fin octobre dernier, a-t-on appris lundi du conservateur des forêts.

Le chef de bureau protection végétale et animale à la conservation, Rabah Araar a indiqué en marge d'une rencontre d'évaluation du plan de lutte contre les feux de forêts, que la surface endommagée par les incendies du 1er juin au 31 octobre 2018 est estimée à 20 hectares contre 183,6 ha à la même période de l'année écoulée.

Cette baisse est justifiée par l'intervention rapide dans la lutte contre les incendies réduisant les pertes et la mobilisation d'importants moyens humains et matériels dans le cadre du plan de wilaya de lutte contre les incendies, notamment la colonne mobile relevant de la direction de la protection civile, ainsi que la grande sensibilisation des habitants riverains des zones forestières qui ont contribué à la préservation de ces espaces naturels.

Les zones boisées endommagées se sont concentrées, durant cette période qui a enregistré 7 feux de forêts, à Sidi Boutouchent, Lazharia, Lardjem, Melaab et Theniet El Had, a-t-on fait savoir, relevant la destruction des espèces de pin d'Alep, de chêne vert et d'eucalyptus.

R. T.

Sidi Bel Abbès

Plus de 750 logements LSP en chantier font l'objet de litiges

Plus de 750 logements sociaux participatifs (LSP), répartis à travers le territoire de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, font l'objet de litiges, a-t-on appris du wali, Ahmed Abdelhafidh Saci. Certains chantiers LSP ne sont pas encore lancés alors que pour d'autres leurs travaux ont été suspendus, indique la même source.

«Ces projets d'habitat ont été confiés à plus de 11 entrepreneurs privés mais ces derniers n'ont pas respecté leurs engagements concernant les dispositions des cahiers de charges et les délais de réalisation», a expliqué le wali, lors de sa visite d'inspection effectuée durant toute la journée du lundi, dans les communes de la daïra de Mustapha Benbrahim.

M. Saci a fait savoir que «toutes les dispositions requises seront prises contre ces contrevenants en recourant à l'application de la loi». Il a également appelé les citoyens à faire preuve de «patience», assurant que leurs problèmes seront traités prochaine-

ment par une commission chargée par la wilaya, d'accueillir des représentants des citoyens lésés par le comportement irresponsable de certains entrepreneurs et qui attendent depuis 2006 la livraison de leurs logements.

Lors de sa visite d'inspection dans la daïra de Mustapha Benbrahim, le wali a inspecté le projet de groupements collectifs d'habitat au douar Mehada (Belarbi) englobant 90 logements. Sur place, il a donné des instructions pour l'achèvement des travaux d'aménagement externe et des réseaux de la voirie. Il a également inspecté les travaux d'aménagement d'une cantine scolaire.

Dans la commune de Telmouni, le wali a visité un groupement d'habitat, situé au village de Mehadid, qui compte 496 habitations rurales dont 323 sont achevées, 160 en cours de construction et 13 autres non encore lancés. Il a insisté sur le lancement des travaux des logements restants, la levée des contraintes et l'orientation des bénéficiaires

pour achever les procédures afin de bénéficier des aides de l'Etat et obtenir les permis de construire.

Dans la commune de Zerouala, le chef de l'exécutif a inspecté le projet de réalisation de 40 logements publics locatifs (LPL), inscrits au titre du programme de 2011. Le taux d'avancement des travaux a atteint 65% et le projet sera livré en février 2019. Dans la même collectivité, le wali s'est enquis des travaux d'aménagement d'une salle de soins qui sera mise en service la semaine prochaine.

Dans la commune de Mustapha Benbrahim, le wali s'est aussi enquis du projet de réalisation de 900 logements de type AADL, dont le taux de réalisation a atteint les 40%. Le chantier sera livré en juillet 2019, a-t-on assuré. Dans la même collectivité, le wali a inspecté le projet de réalisation d'une unité secondaire de la protection civile et un projet d'investissement privé portant extension d'une briqueterie.

R. R.

CONFLITS ►►

Yémen

Des dizaines de morts dans la bataille de Hodeida

Au cours des dernières 24 heures, 27 Houthis et 12 combattants loyalistes ont été tués à la périphérie de la ville.



Des dizaines de rebelles et de combattants pro-gouvernementaux ont été tués ces dernières 24 heures dans la bataille de Hodeida, cette ville de l'ouest du Yémen qui revêt une importance stratégique en raison de son port, ont indiqué hier des médecins. Depuis jeudi dernier, des forces progouvernementales yéménites, appuyées militairement par l'Arabie saoudite et les Emirats

arabes unis, mènent des opérations au sol, visiblement pour encercler la ville aux mains des rebelles. Des avions et des hélicoptères de la coalition sous commandement saoudien pilonnent de leur côté des positions des rebelles houthis dans la cité.

Au cours des dernières 24 h, 27 Houthis et 12 combattants loyalistes ont été tués à la périphérie de la ville, a indiqué une source médicale à l'AFP, ce qui

porte à près de 200 le nombre de morts de part et d'autre au cours de la semaine écoulée.

Les combats au sol et les raids se sont poursuivis mercredi, selon des sources militaires.

Selon une source militaire progouvernementale, la coalition antirebelles a réalisé des «avancées limitées» vers Hodeida et son port, point d'entrée de 70% des importations et de l'aide humanitaire au Yémen, ravagé

par la guerre depuis 2015 et théâtre de la pire crise humanitaire au monde selon l'ONU.

Plusieurs organisations humanitaires se sont inquiétées de l'intensification des combats et des raids aériens, qui menace selon elles l'accès des civils à l'assistance internationale, alors que des millions de personnes sont menacées par la famine dans le pays.

AFP

Selon le CICR

Les civils doivent pouvoir fuir les zones de conflit

Le Comité international de la Croix-Rouge (Cicr) a appelé hier le mouvement Ansar Allah dit Houthis dans la région de Hodeida (ouest du Yémen) à épargner les infrastructures civiles et à permettre à toute personne de fuir les zones de conflit.

Mirella Hodeib, porte-parole du Cicr au Yémen, citée par l'AFP, s'est inquiétée du sort «des civils et des infrastructures civiles à Hodeida», citant en particulier l'hôpital Al-Thawra, «l'un des plus grands de la ville», qui est très proche de la «ligne de front». Elle a également cité les réservoirs d'eau et les centrales électriques.

«Le Cicr appelle toutes les parties à respecter la loi humanitaire internationale et à épargner les civils et les infrastructures civiles», a dit la porte-parole en appelant aussi à «permettre le passage en sécurité des civils qui

veulent fuir les zones de conflit».

Depuis jeudi dernier, des forces gouvernementales yéménites, appuyées militairement par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, mènent des opérations au sol, visiblement pour encercler la ville aux mains des éléments du mouvement Ansar Allah dit Houthis.

Des avions et des hélicoptères de la coalition sous commandement saoudien pilonnent de leur côté des positions des Houthis dans la cité, bien que cette alliance nie vouloir s'emparer de Hodeida et de son port. Les combats ont fait près de 200 morts en moins d'une semaine, selon des sources militaires et médicales. La bataille de Hodeida menace la distribution de l'aide humanitaire, le port de cette ville étant le point d'entrée de 70% des importations et de l'assistance internationale au Yémen, pays ravagé par la guerre depuis 2015 et

théâtre de la pire crise humanitaire au monde selon l'ONU.

Juliette Touma, responsable de la communication de l'Unicef au Moyen-Orient, a exprimé de nouvelles inquiétudes mercredi. «Ce que nous redoutons le plus, c'est que l'escalade de la violence compromette des efforts humanitaires qui sont vitaux. Je répète «vitaux», a dit cette responsable du Fonds des Nations unies pour l'enfance.

«Le port de Hodeida est vraiment la ligne de vie dans ce pays en guerre», a-t-elle insisté en expliquant que l'Unicef faisait parvenir des fournitures et de l'aide pour des millions d'enfants à bord de petites embarcations via des points d'entrée à Hodeida. «Ces points d'entrée doivent continuer à fonctionner», a-t-elle dit.

D. Y.

Syrie

Des dizaines d'éléments de Daech tués par des raids aériens

Au moins 45 éléments du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) ont été tués lundi dans l'est de la Syrie, principalement dans des raids aériens de la coalition internationale menée par Washington, a rapporté hier une ONG.

«Lundi et mardi, 28» terroristes de l'EI «ont été tués dans des raids aériens de la coalition internationale», a précisé le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh), Rami Abdel Rahmane. Mardi, des raids de la

coalition ont notamment visé des terroristes qui tentaient d'attaquer le champ pétrolier d'Al-Azrak, au nord de Hajine, un village encore sous contrôle de l'EI, selon l'Osdh. Ces pertes s'ajoutent à celles essuyées lundi par Daech lorsque 17 de ses membres ont été tués dans des affrontements avec les Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance de combattants arabes et kurdes, d'après la même source. L'alliance arabo-kurde a été contrainte de répliquer à une attaque de l'EI en dépit de l'arrêt

de ses opérations dans le secteur, a précisé l'ONG.

Dimanche, Daech avait tué 12 membres des FDS en attaquant à la voiture piégée une position de l'alliance, selon l'Osdh.

Le 10 septembre, les FDS et la coalition internationale ont lancé une offensive contre une poche de l'EI dans l'est syrien qui comprend notamment les localités de Hajine, Soussa et Al-Chaafa, non loin de la frontière avec l'Irak.

Après avoir progressé, les FDS ont subi fin octobre un dur revers en raison de contraintes

climatiques et de contre-attaques meurtrières. La coalition kurdo-arabe a interrompu son offensive quand la Turquie a bombardé à l'artillerie des positions militaires kurdes, notamment dans les régions de Kobané et de Tal Abyad (nord).

Déclenché en 2011, le conflit en Syrie s'est complexifié au fil des ans avec l'implication de pays étrangers et de groupes terroristes. Il a fait plus de 360 000 morts et des millions de déplacés et réfugiés.

Lynda A.

Iran Les sanctions américaines sont «absurdes et illégales»

Les sanctions et les conditions américaines imposées à Téhéran pour leur levée sont «absurdes, illégales et fondamentalement biaisées», a fustigé mardi le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif.

«L'administration américaine semble penser qu'imposer des sanctions draconiennes à l'Iran causera tant de douleur à notre nation que cela nous forcera à nous soumettre à sa volonté», a-t-il déclaré dans une vidéo, postée en ligne en anglais et en persan. Mais ces décisions «renforcent l'isolement international» des Etats-Unis, selon M. Zarif. Après une première série de sanctions en août, Washington a rétabli lundi de nouvelles mesures contre les secteurs pétrolier et financier iraniens. Ces sanctions avaient été levées après la signature de l'accord sur le nucléaire iranien en 2015, dont le président américain Donald Trump s'est retiré unilatéralement en mai.

«Nous avons survécu à des temps difficiles en 40 ans d'hostilité américaine, nous appuyant uniquement sur nos propres ressources, et aujourd'hui nous et nos partenaires à travers la planète allons veiller à ce que notre peuple soit affecté le moins possible par cette agression aveugle», a ajouté le chef de la diplomatie iranien.

Les Etats-Unis «regretteront cette décision imprudente», a encore estimé M. Zarif, affirmant que les sanctions étaient destinées à «diviser le peuple et le séparer des dirigeants».

«Les prédécesseurs du président Trump ont également commencé à élaborer leur politique iranienne avec une bravade semblable mais ils se sont ravisés et ont accepté et respecté la réalité de l'Iran à mesure qu'ils ont acquis plus d'expérience», a déclaré M. Zarif. Farid D.

Palestine

Six détenus poursuivent leur grève de la faim dans les prisons israéliennes

Six détenus palestiniens poursuivent leur grève ouverte de la faim dans les prisons israéliennes, a fait savoir mardi le Club du prisonnier palestinien. Les détenus sont en grève de la faim «en solidarité avec les prisonnières palestiniennes incarcérées dans la prison israélienne Hasharoun, qui s'abstiennent de sortir dans la cour de la prison en protestation contre le fonctionnement des caméras par l'administration de la prison depuis le 5 septembre dernier», a révélé le Club, cité par l'agence de presse palestinienne Wafa. La période de la grève varie de treize à 24 jours, selon la même source. Depuis le début de l'année en cours, l'occupation a arrêté plus de 90 femmes et jeunes filles palestiniennes, alors que 156 autres ont été arrêtées en 2017, s'ajoutant à 164 femmes détenues l'année d'avant et 106 autres en 2015. Le nombre a atteint les 10 000 femmes détenues depuis 1967.

Elles subissent, «toutes formes de torture (physique, psychologique), et un interrogatoire de longues heures», avait rapporté Wafa. R. I.

Rwanda

Nouvelle charge de l'opposante Rwigara contre le régime avant son procès

L'opposante rwandaise Diane Rwigara, dont le procès pour incitation à l'insurrection s'ouvre mercredi à Kigali, estime dans un entretien à l'AFP que son pays s'apparente à "une prison" dont le gardien est le parti au pouvoir du président Paul Kagame.



M^{me} Rwigara, 37 ans, a été libérée sous caution début octobre après avoir passé plus d'un an en détention provisoire. Elle est accusée de falsification de documents pour son dossier de candidature à la présidentielle d'août 2017, à laquelle elle n'a pu participer, et d'incitation à l'insurrection, des charges passibles de 7 et 15 ans de prison respectivement.

"Je sors tout juste de prison, mais mon pays me donne l'impression d'être comme une prison. Et le gardien de cette prison n'est autre que le parti au pouvoir, le FPR (Front patriotique rwandais) qui nous dicte comment vivre, ce qu'il faut faire et ce qu'il faut dire", a déclaré l'opposante dans cet entretien accordé à l'AFP à son domicile de Kigali.

"Je n'ai pas été surprise par mon arrestation. Si vous osez critiquer le gouvernement, voilà ce qui arrive: vous vous faites arrêter, emprisonner ou vous perdez la vie. Je m'attendais à une forme de riposte."

"Le plus difficile pour moi, ça a été de voir ma mère et ma soeur dans cette situation", a-t-elle poursuivi. Les trois femmes avaient été

arrêtée en septembre 2017. La mère, Adeline Rwigara, également libérée sous caution début octobre, doit comparaître mercredi au côté de Diane, notamment pour incitation à l'insurrection. Les poursuites contre sa soeur Anne ont été abandonnées en octobre 2017.

"Ma famille n'avait rien à voir avec mon engagement politique, donc ça a été un choc (...) Les gens deviennent coupables par association, dans le sens où ma famille devait être punie pour mes actions. C'est la méthode que le gouvernement utilise contre ses détracteurs", accuse Diane Rwigara.

Le rejet de la candidature de Mme Rwigara par la Commission électorale avait été critiquée par des gouvernements occidentaux et des groupes de défense des droits de l'Homme.

Retour à la case prison ?

M. Kagame, crédité de l'important développement d'un pays exsangue au sortir du génocide de 1994, est régulièrement accusé de bafouer la liberté d'expression et de museler toute opposition.

Il a été réélu le 4 août 2017 pour

un nouveau mandat de sept ans avec près de 99% des voix. Une réforme de la Constitution adoptée par référendum fin 2015 lui permet de potentiellement diriger le pays jusqu'en 2034.

Si elle a voulu se présenter contre M. Kagame en 2017, Diane Rwigara n'a pas toujours été dans l'opposition.

Le père de Diane, Assinapol Rwigara, un important entrepreneur rwandais ayant fait fortune dans l'industrie et l'immobilier, avait financé dans les années 1990 le FPR de M. Kagame.

En juillet 1994, le FPR allait renverser le pouvoir extrémiste hutu, mettant fin au génocide qui a fait 800.000 morts selon l'ONU, essentiellement parmi la minorité tutsi.

Diane Rwigara a pris ses distances avec le FPR après le décès de son père en février 2015, mort dans un accident de la route, selon la police. Elle avait contesté cette version et dénoncé un "assassinat".

En dépit des possibles conséquences, Diane Rwigara se dit déterminée à poursuivre son combat politique.

"Ce qui manque dans ce pays, c'est une forme de responsabilité

politique. Le parti au pouvoir fait ce qu'il fait car il n'y a aucune conséquence à ces actions (...) Je ne suis pas dans ce combat pour la gloire (mais) les seuls qui peuvent apporter du changement dans ce pays, c'est nous, les Rwandais. Personne ne va le faire à notre place."

Peu avant la remise en liberté de Diane et Adeline Rwigara, le régime avait accordé courant septembre une libération anticipée à Victoire Ingabire, une des principales figures de l'opposition rwandaise qui purgeait une peine de 15 ans de prison pour "conspiration contre les autorités" et "minimisation du génocide de 1994".

Mme Ingabire avait été arrêtée en 2010 peu de temps après son retour d'exil au Rwanda alors qu'elle voulait se présenter à l'élection présidentielle la même année.

Interrogée sur son procès, Diane Rwigara clame son "innocence": "les charges sont fabriquées parce que je me suis opposée au parti dirigeant", assure-t-elle. "J'espère ne pas retourner en prison mais s'il faut que j'y retourne, j'y retournerai."

AFP

Erythrée

Vers la levée des sanctions onusiennes

■ Le Conseil de sécurité de l'ONU s'apprête à lever les sanctions contre l'Erythrée pour saluer son rapprochement positif avec l'Ethiopie. Les diplomates devaient, à l'origine, voter le 14 novembre prochain pour renouveler les sanctions contre la Somalie et l'Erythrée. Mais les Britanniques ont fait circuler un projet de résolution appelant à lever l'embargo sur les armes, les interdictions de voyage et les gels d'avoir, résolution qui devrait être acceptée.

L'Erythrée était sous sanction depuis 2009 pour son soutien présumé aux combattants shebabs en Somalie. Problème, le groupe d'experts mis en place pour surveiller la bonne application des sanctions n'a jamais trouvé aucune preuve de ce soutien, selon un diplomate. La levée des sanctions, qui va de pair avec la signature en juillet dernier d'un accord de paix avec l'Ethiopie, était donc logique.

Addis-Abeba, qui siège actuellement comme membre non permanent au Conseil de sécurité, aurait d'ailleurs activement fait pression pour mettre un terme à l'embargo qui frappe le pays voisin. Lors de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre dernier, Asmara avait aussi activement plaidé en ce sens.

Restait à convaincre les Américains. C'est chose faite puisque le conseiller à la sécurité nationale John Bolton aurait personnellement validé cette levée des sanctions.

RFI

Cameroun

Libération des 79 enfants enlevés en zone anglophone

Soixante-dix-neuf enfants enlevés lundi dans une école protestante de Bamenda, dans la région anglophone du Nord-Ouest du Cameroun en proie à des troubles séparatistes, ont été libérés, a annoncé mercredi à l'AFP Issa Bakary Tchiroma, ministre camerounais de la Communication.

"Tous les 79 élèves ont été libérés", a déclaré M. Tchiroma qui n'a pas précisé dans un premier temps les conditions dans lesquelles cette libération avait été obtenue.

Ces enfants de la Presbyterian Secondary School de Bamenda avaient été enlevés avec trois membres de l'encadrement de l'établissement. "Je ne sais pas encore ce qu'il en est pour les trois encadreurs", a affirmé le ministre de la Communication.

C'était la première fois qu'un tel enlèvement de masse se produisait au Cameroun.

Il est pratiqué dans le nord du Nigeria voisin par le groupe jihadiste Boko Haram, comme à Chibok où plus de 200 jeunes filles avaient été enlevées dans

leur internat en 2014, suscitant l'indignation du monde entier.

La libération des élèves a été annoncée au lendemain de la prestation de serment à Yaoundé du président Paul Biya, 85 ans, au pouvoir depuis 36 ans, réélu le 7 octobre pour un 7ème mandat consécutif.

Dans un vidéo de 6 minutes obtenue par l'AFP, onze garçons d'une quinzaine d'années déclinaient un à un, en anglais, leur identité et indiquaient avoir été enlevés par les "Amba boys", les séparatistes anglophones.

Dans les deux régions anglo-

phones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, une crise socio-politique sans précédent s'est installée fin 2016. Elle s'est transformée fin 2017 en conflit armé.

Des affrontements entre armée et séparatistes, regroupés en groupes épars dans la forêt équatoriale, s'y produisent quasiment tous les jours depuis plusieurs mois.

Les séparatistes ont décrété un boycottage des établissements scolaires, estimant que le système scolaire francophone marginalise les étudiants de la

minorité anglophone du pays.

Les attaques de séparatistes armés contre des écoles sont nombreuses depuis le début du conflit.

Mi-octobre, six élèves avaient été enlevés dans une attaque de lycée également à Bamenda, selon des sources concordantes. Les autorités avaient démenti.

Le jour de la rentrée scolaire début septembre, un directeur d'école a été assassiné, un professeur mutilé et plusieurs lycées attaqués.

AFP

Les Américains élisent un Congrès divisé, Trump crie victoire

Les démocrates américains ont remporté une victoire partielle mardi aux élections législatives de mi-mandat, gagnant la Chambre des représentants mais perdant du terrain au Sénat, un tableau nuancé dont Donald Trump s'est saisi pour revendiquer un succès personnel.

Deux ans après la victoire choc de l'homme d'affaires, propulsé à la Maison-Blanche sans la moindre expérience politique ou diplomatique, la «vague» anti-Trump annoncée n'a finalement pas eu lieu.

Les Américains ont élu un 116^e Congrès divisé, qui promet deux dernières années de mandat mouvementé au 45^e président des Etats-Unis.

Donald Trump a proclamé un «immense succès», lui qui avait martelé que ces élections étaient un référendum sur sa présidence.

Habile, il avait pris soin ces derniers jours de souligner avoir surtout fait campagne pour les candidats républicains au Sénat dans sa rafale de rassemblements «Make America Great Again», faute de temps, disait-il, pour les républicains en lice pour la Chambre, beaucoup plus nombreux.

Les élections de mi-mandat sont traditionnellement délicates pour le président en place. Mais la perte de la Chambre, en dépit d'excellents indicateurs économiques, reste un revers pour le magnat de l'immobilier.

Donald Trump a appelé le chef de ses troupes au Sénat, Mitch McConnell, pour le féliciter «sur les avancées historiques» à la chambre haute, où son parti a renforcé sa majorité, selon sa porte-parole Sarah Sanders.

«Contre-pouvoir»

Après deux ans d'une présidence Trump qui a profondément divisé les Américains, les démocrates ont promis d'employer leur nouvelle majorité à la chambre basse, à

partir de janvier 2019, pour servir de «contre-pouvoir».

Mais ils ont aussi semblé tendre la main à l'autre camp. Leur chef à la Chambre, Nancy Pelosi, a promis d'œuvrer pour trouver «des solutions qui nous rassemblent, car nous en avons tous assez des divisions».

En prenant le contrôle de la chambre basse, les démocrates s'offrent la possibilité de lancer une procédure de destitution contre le président américain. L'état major démocrate a laissé entendre qu'il était réticent à déclencher cette option explosive, probablement vouée à l'échec dans un Sénat républicain, qui a le dernier mot.

Reste à voir si la jeune garde progressiste fraîchement élue tiendra les rangs. L'opposition aura aussi les mains libres pour lancer des enquêtes parlementaires à tout-va, notamment sur les soupçons de collusion entre l'équipe de campagne de Donald Trump en 2016 et Moscou.

Mais en maintenant le contrôle du Sénat, les républicains gardent notamment la main sur les confirmations des nominations présidentielles à la Cour suprême.

Les deux chambres devront s'accorder sur le budget, ce qui promet d'après batailles.

Lui qui n'est jamais aussi convaincant que dans les combats, Donald Trump pourrait trouver dans les luttes au Congrès un terrain fertile pour sa campagne de réélection en 2020.

Economie et immigration

La carte électorale sénatoriale jouait grandement, cette année, en faveur des républicains: le renou-



vement par tiers concernait des Etats majoritairement conservateurs.

Le nombre de votants n'est pas centralisé par une autorité électorale unique aux Etats-Unis, mais au Texas, à New York ou dans le Maryland, électeurs et scrutateurs interrogés par l'AFP semblaient surpris par l'affluence.

A l'Université d'Irvine, 60 km au sud de Los Angeles, les électeurs se sont pressés en nombre.

John Savarese, étudiant en psychologie de 26 ans, a grandi à Fullerton, une ville d'Orange County réputée pour être très conservatrice. Mais il a voté démocrate. Ses parents sont des républicains convaincus, il est fiancé à une jeune fille d'origine mexicaine, Américaine de première génération: «Quand je vois les difficultés que sa famille endure en ce moment, je ne pouvais pas ne pas voter», explique-t-il à l'AFP.

Nicky Davidson, étudiante en biologie, 20 ans, a elle voté républicain au nom de ses «croyances chrétiennes» notamment. Donald

Trump «fait les choses différemment, et c'est ça dont nous avons besoin», explique-t-elle.

Reprenant l'argument de campagne du président, James Gerlock, 27 ans, a voté républicain à Chicago, étant «extrêmement satisfait de l'économie».

Le magnat de l'immobilier, qui avait commencé sa campagne présidentielle en traitant les immigrants mexicains de «violeurs», a de nouveau opté cette année pour un message anxiogène sur l'immigration, n'hésitant pas à déployer des milliers de militaires à la frontière avec le Mexique.

«C'est une invasion», a-t-il martelé pendant des semaines, à propos des migrants d'Amérique centrale.

Record de femmes

Electrique, secouée par la violence, cette campagne a aussi été marquée par un grand élan d'enthousiasme.

Jamais autant de femmes, ni de femmes issues de minorités, n'ont été élues au Congrès, surtout du

côté démocrate où la colère anti-Trump s'est cristallisée dans un nouveau souffle politique.

La démocrate du Kansas, Sharice Davids, avocate férue d'arts martiaux, est devenue la première Amérindienne élue au Congrès en l'emportant sur des terres conservatrices.

Ilhan Omar et Rashida Tlaib, respectivement du Minnesota et du Michigan, sont devenues les deux premières femmes de confession musulmane élues à la Chambre des représentants.

Grande première aussi dans le Colorado, où le démocrate Jared Polis est devenu le premier gouverneur ouvertement gay d'un Etat américain.

L'espoir démocrate Beto O'Rourke, qui avait reçu tardivement le soutien de la chanteuse Beyoncé, n'a pas réussi à créer la surprise au Texas. Le sénateur sortant Ted Cruz, auquel Donald Trump était venu prêter main forte, a été réélu à l'issue d'une course très serrée.

AFP

Les nouveaux visages du Congrès américain

■ Femmes, jeunes, représentants des minorités mais aussi le frère du vice-président... Les élections législatives de mardi aux Etats-Unis permettent de renouveler largement le Congrès américain. Voici quelques nouveaux visages emblématiques:

Alexandria Ocasio-Cortez, l'étoile de la gauche

Arrivée comme un coup de tonnerre sur la scène politique nationale, cette Hispanique de 29 ans a été élue à la Chambre des représentants, devenant ainsi la plus jeune membre du Congrès. Avec un programme résolument à gauche, l'ancienne serveuse et éducatrice, qui a travaillé pour la campagne de Bernie Sanders en 2016, a remporté sa circonscription populaire new-yorkaise, à cheval entre les quartiers du Bronx, où elle est née dans une famille modeste, et du Queens.

Celle qui revendique l'étiquette socialiste est devenue en quelques mois la figure de proue d'une nouvelle vague de femmes et de membres des minorités qui bousculent l'establishment démocrate.

- Ayanna Pressley, surprise de Boston -

Cette élue démocrate de Boston, 44 ans, va être la première femme noire à représenter le Massachusetts au Congrès. Elle a remporté

sans surprise - car sans aucun adversaire - sa circonscription pour la Chambre des représentants, considérée comme parmi les plus à gauche des Etats-Unis.

Sa vraie victoire était intervenue lors des primaires, contre un vieux routier démocrate, Michael Capuano. Ayanna Pressley incarne un courant à la gauche du Parti démocrate mais aussi une montée en puissance des femmes dans ces élections.

Originaire de Chicago, cette militante a mené une campagne de terrain, n'hésitant pas à évoquer ses expériences d'agressions sexuelles et à invoquer sa proximité avec les classes populaires pour assurer qu'elle serait «une dirigeante différente».

Ilhan Omar et Rashida Tlaib, premières musulmanes

Ces deux candidates démocrates sont devenues les deux premières femmes de confession musulmane à être élues au Congrès américain.

Elle ont remporté chacune un siège à la Chambre des représentants, respectivement au Minnesota et dans le Michigan. «On a réussi, ensemble. Merci!», a tweeté Ilhan Omar, une réfugiée somalienne, avant d'écrire à l'attention de Rashida Tlaib, née à Détroit de

parents immigrés palestiniens: «J'ai hâte de siéger avec toi, inshallah».

Ilhan Omar, 36 ans, a fui enfant la guerre civile en Somalie pour les Etats-Unis, où elle s'est installée à l'adolescence à Minneapolis avant de devenir, déjà, élue locale de l'Assemblée de son Etat. Rashida Tlaib, Américano-Palestinienne de 42 ans, était assurée de gagner dans son fief démocrate du Michigan, où elle était seule en lice.

Greg Pence, le frère du vice-président

Le frère aîné du vice-président des Etats-Unis Mike Pence a remporté un siège à la Chambre des représentants dans la circonscription jadis détenue par ce dernier dans l'Indiana, bastion des républicains. A 61 ans, l'homme d'affaires, ancien militaire, disputait sa première élection. Il se présente comme un conservateur anti-avortement et pro-armes.

«Comme beaucoup d'entre vous, je continue d'être inspiré par le président Trump», a-t-il lancé après sa victoire. «Je soutiens le programme du président qui se bat pour les classes moyennes», a-t-il ajouté.

Sharice Davids et Deb Haaland, premières Amérindiennes

Ces deux démocrates élues à la Chambre,

respectivement au Kansas et au Nouveau-Mexique, sont devenues les premières femmes amérindiennes à siéger au Congrès.

Avocate, férue d'arts martiaux et ouvertement homosexuelle, Sharice Davids, 38 ans, l'a emporté sur des terres conservatrices face au républicain Kevin Yoder. Elevée par une mère célibataire ancienne membre de l'armée, elle est diplômée d'un institut de formation publique et a passé un an à Washington au sein de l'administration Obama.

Deb Haaland, 57 ans, est quant à elle une mère célibataire issue de la tribu Laguna Pueblo, qui a vaincu l'alcoolisme et subsisté grâce à des bons d'alimentation.

«Je suis une femme, je suis une femme de couleur», disait la candidate durant la campagne en désignant son visage brun et ses longs cheveux noirs et lisses. «C'est ce genre de personnes qu'il faut au pouvoir actuellement pour faire avancer les questions qui comptent», martelait-elle lors de ses meetings.

Plus d'une dizaine d'hommes amérindiens avaient déjà été élus, mais jusque-là aucune femme issue des communautés autochtones. Cette année, les élections législatives avaient d'ailleurs enregistré un record de candidats amérindiens.

AFP



Nancy Pelosi, première opposante mal-aimée à Donald Trump

Fine connaisseuse des arcanes du pouvoir, Nancy Pelosi pourrait redevenir la femme la plus puissante de la politique américaine après la victoire des démocrates à la Chambre des représentants, mais elle devra négocier avec ceux qui, dans son camp, appellent au renouvellement.

Le chef de la majorité à la chambre basse du Congrès est en effet le troisième personnage de l'Etat après le président et le vice-président.

A 78 ans, la députée de San Francisco a l'expérience du poste, qu'elle a occupé de 2007 à 2010, rendant difficile la fin de mandat de George W. Bush.

Si elle redevenait «Madame Speaker», la démocrate a promis l'enfer à Donald Trump, qui l'a appelée mardi soir avant même que l'ensemble des bulletins ne soient dépouillés.

«Un Congrès démocrate va oeuvrer à des solutions qui nous rassemblent, car nous en avons tous assez des divisions», a-t-elle déclaré devant ses troupes à Washington, en annonçant la «restauration des pouvoirs et contre-pouvoirs constitutionnels». La Chambre votant les projets de loi de la Maison-Blanche, Mme Pelosi pourra, à la tête de sa majorité, bloquer les textes républicains, comme une nouvelle réforme des impôts ou la construction du mur anti-migrants à la frontière mexicaine.

Plus important, la probabilité d'une procédure de destitution contre Donald Trump augmente grandement alors que

les démocrates pourront ouvrir des enquêtes parlementaires sur les soupçons de collusion entre l'équipe de campagne du milliardaire et la Russie lors de la campagne présidentielle de 2016.

La septuagénaire s'est dite opposée à cette procédure d'«impeachment», expliquant que la question ne ferait que mobiliser les partisans du président. Mais un revirement n'est pas exclu surtout si le procureur spécial Robert Mueller, qui dirige l'enquête, présentait des éléments concrets à charge.

Malgré le succès de son parti, son retour au perchoir n'est pas assuré, plusieurs dizaines de candidats démocrates ayant dit avant le scrutin qu'ils s'opposeraient à sa candidature.

La politique dans le sang

Au coeur de ces dissensions internes : la désaffection d'une grande partie de l'électorat. Selon un sondage diffusé en août, près de trois quarts des personnes interrogées appelaient les démocrates à se choisir un autre chef pour la Chambre. Mal-aimée par une partie de ses troupes, elle est aussi la tête de Turc des républicains, Donald Trump en tête, qui fait régulièrement huer son nom. Elle est «faible sur la criminalité, les frontières et le deuxième amendement», qui garantit le droit au port d'armes, a tweeté le président en août. D'autres conservateurs dénoncent l'«arrogance» de cette épouse d'un homme d'affaires millionnaire qui fait selon eux partie de l'élite libérale déconnectée des difficultés de la classe moyenne.

Nancy Pelosi est élue depuis une trentaine d'années dans la très progressiste métropole californienne de San Francisco. Considérée comme une modérée dans ce fief de la gauche, elle porte avec ferveur les valeurs les plus progressistes du parti démocrate, comme la protection des minorités sexuelles, du droit à l'avortement et le combat contre le mur anti-immigration.

Mère de cinq enfants et neuf fois grand-mère, Nancy D'Alesandro est née le 26 mars 1940 à Baltimore (Maryland) d'une famille italo-américaine catholique mordue de politique. Son père et son frère ont été maires de Baltimore.

Diplômée du Trinity College de Washington, elle s'installe ensuite à San Francisco avec son époux, Frank Pelosi, qui fait fortune dans l'immobilier et la finance. Elle monte les marches du parti démocrate et attend que ses enfants soient grands pour remporter à 47 ans sa première élection à la Chambre. En 2003, elle devient la patronne de la minorité démocrate.

Fine tacticienne, elle est habituée aux arcanes du pouvoir et aux luttes politiques. Pour réussir dans le monde politique américain, il faut «porter une armure» et être capable de «prendre des coups», dit-elle. Exactement ce dont elle aura besoin pour vaincre les réticences de son camp et devenir la première opposante de Donald Trump.

AFP

Dénucléarisation nord-coréenne

Nouveau contretemps dans les négociations

■ Nouveau contretemps dans les négociations sinueuses sur la dénucléarisation de la Corée du Nord: le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a reporté à la dernière minute, et sans avancer de raison, une rencontre prévue jeudi avec le bras droit de Kim Jong Un.

Cette réunion, qui devait avoir lieu à New York avec Kim Yong Chol, un des plus proches collaborateurs du dirigeant nord-coréen, sera organisée à nouveau «à une date ultérieure», «quand nos agendas respectifs le permettront», a simplement annoncé mardi en fin de soirée la porte-parole du département d'Etat américain Heather Nauert.

Mike Pompeo devait profiter de ce nouveau rendez-vous pour tenter d'arracher des progrès concrets dans le dossier épineux de la dénucléarisation, et pour préparer un nouveau sommet entre Donald Trump et Kim Jong Un.

«Les discussions en cours se poursuivent», a assuré Heather Nauert. «Les Etats-Unis restent concentrés sur le respect des engagements pris par le président Trump et le président Kim au sommet de Singapour en juin».

Interrogée par l'AFP sur les motifs de ce report, elle n'a pas souhaité faire davantage de commentaires.

A Singapour, lors de leur premier tête-à-tête historique, en juin, l'homme fort de Pyongyang avait promis au président des Etats-Unis d'oeuvrer en faveur d'une «dénucléarisation complète de la péninsule coréenne».

Mike Pompeo a ensuite été chargé de négocier, notamment avec Kim Yong Chol, l'un des plus hauts dirigeants nord-coréens, le contenu et le calendrier de cet engagement encore vague. Mais ces négociations de suivi patinent et ont déjà subi plusieurs coups de frein.

Menace nord-coréenne

Début juillet, le secrétaire d'Etat américain était ainsi rentré bredouille d'une visite en Corée du Nord, et fin août, Donald Trump avait annulé à la dernière minute un autre déplacement prévu de son ministre à Pyongyang, reconnaissant pour la première fois l'absence de progrès suffisants.

Depuis, les négociations semblaient relancées avec, en ligne de mire, un deuxième sommet dans un futur proche.

«Nous aurons une bonne occasion de poursuivre les discussions autour de la dénucléarisation», avait déclaré dimanche, Mike Pompeo en annonçant sa prochaine rencontre avec Kim Yong Chol.

«Je m'attends à ce que nous fassions de réels progrès, notamment pour que le sommet entre nos deux dirigeants puisse se tenir», avait-il ajouté. Mais le régime reclus avait refroidi l'atmosphère en menaçant, la semaine dernière, de reprendre le développement de son arsenal nucléaire si les sanctions qui étouffent son économie n'étaient pas levées.

C'est le principal point d'achoppement dans ce rapprochement spectaculaire entre les deux pays ennemis, dont les dirigeants échangeaient invectives et menaces de guerre nucléaire il y a encore un an et affichent désormais leur bonne entente. Pyongyang, qui a cessé les tirs de missiles et essais atomiques mais n'a jusqu'ici pris aucune mesure considérée comme irréversible pour démanteler son programme nucléaire, exige des contreparties américaines pour continuer à avancer.

Et notamment un allègement des sanctions internationales, avec le soutien plus ou moins explicite de la Russie et de la Chine, ainsi que de la Corée du Sud, alliée des Etats-Unis mais dont le président Moon Jae-in est déterminé à tourner la page des tensions.

Or Washington promet de maintenir la pression économique tant que la dénucléarisation ne sera pas «définitive et entièrement vérifiée».

AFP

Problèmes « isolés » sur des machines à voter aux Etats-Unis

■ Le département américain de la Sécurité intérieure a fait état mardi de problèmes techniques «isolés» survenus sur des machines à voter utilisées dans le cadre des élections de mi-mandat. Mais selon un responsable de ce ministère, ces difficultés n'ont pas eu d'impact significatif sur la participation électorale. De même, le département de la Sécurité intérieure dispose d'éléments pointant des tentatives limitées de désinformation via les réseaux sociaux. Un collectif regroupant une centaine d'organisations et associations, qui a mis en place un numéro de téléphone pour signaler toute irrégularité, a affirmé à la mi-journée qu'on lui avait fait état de problèmes sur des machines électorales dans 12 Etats au moins. Les électeurs américains sont appelés à renouveler ce mardi les 435 sièges de la Chambre des représentants, 35 des 100 sièges du Sénat de même que les gouverneurs des 36 Etats. Ces élections de mi-mandat se sont transformées en une consultation nationale sur le style et la gouvernance de Donald Trump, qui a exploité les divisions partisans pour mobiliser sa base avec l'espoir de conserver une majorité républicaine dans les deux chambres du Congrès.

Reuters

Mystérieux astéroïde

Les astronomes qui ont évoqué une sonde extra-terrestre vivement critiqués



L'hypothèse extraterrestre ne fait décidément pas l'unanimité. Oumuamua, un bolide en forme de cigare repéré en 2017 pendant sa traversée du système solaire, pourrait peut-être, éventuellement, avoir été envoyé par des extraterrestres, ont suggéré deux chercheurs d'Harvard dans un article scientifique. Ils ont été vivement critiqués par la communauté scientifique.

Oumuamua a été repéré par le télescope Pan-STARRS1 à Hawaï, d'où son nom, qui signifie « messager » en hawaïen. Il mesure environ 400 mètres de longueur et 40 de largeur, et a été traqué par plusieurs télescopes, en sa qualité de premier objet détecté venant d'un autre système stellaire. Après avoir été qualifié d'astéroïde, une équipe de l'Agence spatiale européenne a estimé en juin qu'il s'agissait plus probablement d'une comète (avec des glaces qui se transforment en gaz près du Soleil).

Un « scénario exotique », selon les propres mots des auteurs du nouvel article, serait que « Oumuamua pourrait être une sonde totalement opérationnelle envoyée volontairement près de la Terre par une civilisation extraterrestre », écrivent-ils dans un article qui sera publié le 12 novembre dans la revue *Astrophysical Journal Letters*. L'idée a rapidement enflammé Twitter et la communauté scientifique.

«Des chiffres qui contiennent beaucoup d'incertitude»

La raison justifiant cette hypothèse

est que Oumuamua se déplace à une vitesse plus rapide qu'attendu. L'accélération excessive pourrait s'expliquer par la pression des radiations solaires, ou « voile solaire ». Mais selon les deux chercheurs, d'Harvard, cela n'est possible que pour des corps célestes « qui ont une grande surface et sont très fins, ce qui n'existe pas dans la nature ». D'où le recours à une autre explication : c'est une sonde propulsée.

Mais des scientifiques avaient rejeté cette théorie peu après la découverte. Aucun signal artificiel n'a été trouvé venant du corps. « Comme beaucoup de chercheurs, j'aimerais beaucoup qu'il existe une preuve irréfutable de vie extraterrestre, mais ce n'est pas le cas », a dit à l'AFP mardi Alan Fitzsimons, astronome à la Queens University, à Belfast. « Il a déjà été démontré que les caractéristiques observées de l'objet sont cohérentes avec celles d'un corps similaire à une comète et éjectée d'un autre système stellaire », dit-il. Il ajoute : « certains arguments de leur étude se fondent sur des chiffres qui contiennent beaucoup d'incertitude ».

Katie Mack, astrophysicienne à l'Université North Carolina State, n'est pas non plus d'accord. « Il faut bien comprendre que pour les scientifiques, l'idée la plus folle est toujours publiable, du moment qu'il existe une chance infime qu'elle ne soit pas fausse », a-t-elle écrit sur Twitter. « Même les auteurs n'y croient probablement pas eux-mêmes ».

On pourrait ne jamais savoir

« Je ne dirais pas que je « crois » qu'il ait été envoyé par des extraterrestres », répond Shmuel Bialy, postdoctorant en astrophysique à Harvard. « Car je suis un scientifique, pas un croyant. Je me fonde sur des preuves afin de trouver des explications physiques possibles à des phénomènes observés ».

L'autre auteur, Avi Loeb, chef du département d'astronomie d'Harvard, a expliqué à NBC que l'humanité pourrait ne jamais savoir, car Oumuamua s'éloigne de la Terre et ne reviendra pas. « Il est impossible de deviner le but d'Oumuamua sans plus de données ».

20 minutes

Nicaragua

Plus de 400 attaques contre la presse et les journalistes en six mois

■ La presse et les journalistes ont été victimes de plus de 420 agressions, actes de censure ou menaces de la part des forces de police ou des paramilitaires en six mois de crise politique au Nicaragua, a dénoncé mardi la Fondation Violeta Barrios de Chamorro (FVBCH).

Un total de 261 journalistes et médias ont été victimes de ces actes contre la liberté de la presse entre le 18 avril, quand ont débuté les manifestations contre le président Daniel Ortega, et le 18 octobre, selon un rapport de cette Fondation présidée par l'ancienne présidente nicaraguayenne (de 1990 à 1997) Violeta Barrios de Chamorro.

Parmi les victimes figure notamment le journaliste Angel Gahona, tué d'une balle dans la tête le 21 avril alors qu'il couvrait dans la ville de Bluefields (côte caraïbe) les manifestations réclamant le départ du président Ortega et de son épouse et vice-présidente Rosario Murillo.

Depuis le début de la crise, la violence a augmenté «contre les journalistes indépendants, avec des coups, des blessures, des agressions physiques» des vols d'équipement et des entraves au travail journalistique, selon le rapport.

La Fondation a notamment dénombré 77 agressions, 71 actes d'intimidation, 64 actes de censure, 62 menaces, 33 cas de diffamation et 26 attaques verbales.

Ces agissements ont été commis en majorité par des policiers, des paramilitaires partisans du régime, et des membres du parti sandiniste (FSLN) au pouvoir, selon le rapport.

Bilal L.

Brésil

Au moins cinq morts lors d'une opération sécuritaire

■ Au moins cinq personnes ont trouvé la mort au cours d'une opération sécuritaire de la police militaire dans le complexe de favelas d'Alemao, au nord de Rio de Janeiro, a annoncé, mardi, une source sécuritaire.

L'un des suspects a été tué lors d'une confrontation avec les forces de sécurité, qui ont lancé, à l'aube, une opération sécuritaire dans les secteurs de Parque Uniao et Nova Holanda, a indiqué le Major Ivan Blaz du bataillon des opérations spéciales de la police militaire.

L'individu était originaire de Campos de Goytacazes, une municipalité de l'intérieur de Rio de Janeiro, située à environ 280 kms du complexe d'Alemao, a-t-il poursuivi, en relevant que la police a lancé l'opération sécuritaire après avoir eu vent de la tenue d'une réunion de trafiquants de drogue de différentes régions de l'état à Nova Holanda.

L'objectif de l'opération était d'arrêter des criminels impliqués dans une guerre pour le contrôle du trafic de drogue à Nova Halanda.

Selon la police militaire, huit blessés par balle ont été emmenés vers les hôpitaux de la favela voisine de Maré pour recevoir des soins.

Trois suspects ont été arrêtés au cours de l'opération, dont un a été blessé par balles et transféré à l'hôpital, précise la même source. Lors de cette opération, la police militaire a saisi 300 kg de drogue sous forme de tablettes, un fusil, un pistolet, deux canons de fusil, une grenade, un télescope et un gilet pare-balles.

Le 20 août dernier, au moins 11 membres présumés de gangs de trafiquants de drogue et deux militaires ont été tués lors d'une opération de police qui visait des trafiquants de drogue dans des favelas au nord de Rio de Janeiro et la ville voisine de Nitéroï.

H. T.

Russie

Les Etats-Unis vont imposer de nouvelles sanctions

Les Etats-Unis vont prochainement imposer de nouvelles sanctions économiques à la Russie, qui a laissé passer la date limite de mardi sans remplir les conditions que Washington lui avait fixées après une première série de mesures punitives.

C'est l'empoisonnement de l'ex-agent double russe Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, survenu au printemps au Royaume-Uni et attribué par Londres à la Russie, qui est à l'origine de cette nouvelle crise potentielle entre les deux grandes puissances, dont les relations sont déjà au plus bas malgré les tentatives de rapprochement des présidents Donald Trump et Vladimir Poutine.

Début août, l'administration Trump était parvenue à la conclusion que les autorités russes étaient derrière cette attaque à l'arme chimique Novitochk, un puissant agent innervant. En conséquence, elle avait imposé une première série de sanctions économiques contre Moscou, sur l'exportation de certains produits technologiques et sur les ventes d'armes à la Russie.

Bien que limitées, ces mesures avaient

suffi à faire chuter les marchés financiers russes et le cours du rouble.

Sur la base d'une loi américaine de 1991 sur les armes chimiques, Washington avait aussi donné 90 jours à la Russie, jusqu'au 6 novembre, pour déclarer qu'elle n'utilise plus d'armes chimiques ou biologiques, s'engager à ne plus le faire à l'avenir et permettre des inspections pour s'assurer de l'élimination de ces armes.

«Aujourd'hui, le département d'Etat a informé le Congrès qu'il n'était pas en mesure de certifier que la Fédération de Russie a rempli les conditions», a déclaré mardi la porte-parole de la diplomatie américaine Heather Nauert dans une déclaration transmise à l'AFP.

Elle a précisé que le département d'Etat avait «entamé des consultations avec le Congrès sur les prochaines étapes». «Nous avons l'intention de respecter les termes de la loi, qui impose la mise en oeuvre de sanctions supplémentaires», a-t-elle ajouté.

Un autre porte-parole américain avait fait savoir la semaine dernière que l'échéance

de 6 novembre déclencherait uniquement cette phase de consultations avec les parlementaires, soulignant qu'il n'y avait pas de date butoir légale pour la mise en oeuvre des sanctions.

En septembre, la secrétaire d'Etat adjointe chargée des Affaires économiques, Manisha Singh, avait prévenu que d'éventuelles nouvelles sanctions seraient «très sévères», visant notamment le secteur bancaire ou l'aide étrangère.

Bien que républicain comme l'administration, le président de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, Ed Royce, a vivement critiqué le peu d'empressement que semble manifester le gouvernement pour passer à l'acte.

Selon lui, la Russie a commis ces dernières années plusieurs «empoisonnements sans vergogne» et «il n'est pas surprenant que Vladimir Poutine refuse de renoncer à utiliser des agents innervants à l'avenir».

«L'administration Trump doit passer à l'acte rapidement pour démontrer sa propre

détermination. L'hésitation ne fait qu'encourager de nouvelles agressions russes», a-t-il affirmé. Malgré la fermeté affichée par le gouvernement des Etats-Unis contre Moscou, sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres, de l'Ukraine à la Syrie en passant par l'ingérence électorale, nombre de parlementaires, jusque dans les rangs républicains, se montrent sceptiques et réclament une sévérité accrue.

Leurs doutes ont une cause connue: l'attitude de Donald Trump, qui a fait campagne en promettant de renouer avec Vladimir Poutine, et s'est encore montré très conciliant à l'égard de son homologue russe lors de leur sommet de juillet à Helsinki.

Ses efforts pour relancer des relations dignes de la guerre froide butent toutefois jusqu'ici sur la résistance de son propre camp, sur fond d'enquête fédérale aux Etats-Unis sur l'ingérence russe dans la présidentielle de 2016 et sur des soupçons de collusion entre l'équipe de campagne du magnat de l'immobilier et le Kremlin.

AFP

Salon international du livre d'Alger

Les réserves émises sur certains titres obéissent à la loi

Le président de la commission de lecture et de suivi, Djamel Foughali, a affirmé, mardi, que «les réserves émises» sur certains titres exposés dans le cadre du 23^{ème} Salon international du livre d'Alger (Sila) obéissaient à «la loi sur le livre de 2015» et non au «principe d'interdiction».



Dans une déclaration à l'APS, M. Foughali a indiqué que la commission de lecture et de suivi, composée de 10 membres représentant plusieurs secteurs (éducation, culture, affaires religieuses et les wakfs, affaires étrangères, information, douanes et autres), s'est référé à l'article 8 de la loi de 2015, règlementant «les activités et le marché du livre», dans les réserves émises sur certains livres, ajoutant que les réserves annoncées, à ce jour, interviennent en «prolongement» de l'action initiée il y a quelques mois. Cependant, il ne s'agit pas là «d'interdiction ou de censure», a-t-il dit.

La commission de lecture a procédé, quelques mois avant l'ouverture du Salon, à une «prélecture» des listes envoyées par les éditeurs au commissariat du Salon, et «émis des réserves sur 53 titres», a indiqué M. Foughali, ajoutant que «plusieurs livres» avaient fait l'objet de réserves dès l'ouverture de cette manifestation, sans toute-

fois en préciser le nombre.

«L'opinion publique qui suit l'événement ne semble pas bien assimiler la méthode de travail de la commission», a-t-il poursuivi, précisant que cette dernière est «autonome et jouit d'une liberté totale, en vue de garantir la réussite de cette manifestation».

Concernant la fermeture du stand de l'éditeur iranien Ahl Al-Bayt, en raison du «non règlement des droits liés à la surface d'exposition», selon les explications des organisateurs données précédemment, outre l'annonce par les services des Douanes faite à la presse nationale relative au retrait d'un dictionnaire au niveau du stand marocain, car contenant une carte ne reconnaissant pas le Sahara occidental, le responsable a indiqué que «la Commission est habilitée, dans le cadre de ses missions, à s'enquérir des livres exposés dont les dictionnaires».

Des agents de Douanes sont présents aux entrées et aux sorties du Palais des expositions, accomplissant leurs missions de

contrôle des opérations de vente en gros, interdites en vertu du règlement intérieur du Sila, ainsi qu'au niveau des stands, a-t-on constaté. Une présence que le même responsable a expliqué par le fait que ces agents agissent «sur directive de la Commission».

«Aucune interdiction ni censure n'ont été exercées sur les éditeurs depuis les préparatifs jusqu'à l'ouverture de la 23^{ème} édition de ce Salon», a affirmé M. Mohammed Igherib, coordinateur de la commission d'organisation.

Il a rappelé, à ce propos, le règlement intérieur du Sila qui organise la participation des éditeurs, conformément aux lois du pays dont celle qui stipule que «tout ouvrage portant atteinte à la souveraineté nationale, à l'Islam et à l'enfance ou faisant l'apologie de la violence, du terrorisme et du racisme sont interdits».

«Le retrait» de titres non mentionnés sur la liste officielle est «une simple formalité» (selon l'article 19 du règlement

intérieur), sachant que les livres «seront restitués» à leur propriétaire, dès son retour à son pays, a-t-il ajouté.

M. Iguerba a rappelé que le Sila «n'est pas contre le livre religieux», mais «accorde plutôt la priorité aux ouvrages littéraires, techniques, scientifiques et universitaires» et ce, conformément à l'article 21 du règlement intérieur, remis aux participants afin de prendre connaissance des instructions à respecter durant cette manifestation.

Répondant à une question relative au contrôle des livres durant le Salon, M. Iguerba a précisé que cette mission incombait à la Commission interministérielle qui fait preuve «de compréhension, d'ouverture et de rigueur en matière d'application de la loi».

Le 23^{ème} Sila se poursuit jusqu'au 10 novembre, avec l'organisation de rencontres thématiques sur le livre et l'édition. Près de 300 000 titres d'éditeurs algériens et étrangers y sont exposés.

R. C.

Le roman maghrébin au centre d'une rencontre

Le roman maghrébin, concept et caractéristiques, a été au centre d'une rencontre organisée lundi par des écrivains et des critiques, dans le cadre du 23^{ème} Salon international du livre d'Alger (Sila).

A l'entame de cette rencontre, les intervenants se sont interrogés sur l'authenticité et la véracité du concept du roman maghrébin, ses constantes, ses caractéristiques et ses points de différence avec le roman du Maghreb.

Évoquant le roman maghrébin, le romancier tunisien Chokri Mabkhout, lauréat du Prix international du roman arabe Booker 2015 pour son roman intitulé *Taliani*, a estimé nécessaire de procéder «au décortiquage de ce concept pour mieux savoir si celui-ci dispose de constantes en termes d'expression et d'écriture».

Le roman se veut un trait d'union entre les humains, quel que soit leur milieu, car il va au-delà de l'espace géographique (maghrébin) pour transmettre au lecteur de nouvelles connaissances avec un style particulier, a affirmé le romancier, précisant que ce débat incombe en réalité au critique et

non au romancier dont le seul souci est de présenter une oeuvre à valeur artistique et compétitive sur le marché du roman, tant arabe que mondial.

Pour sa part, l'écrivain algérien Lahbib Sayah a dit préférer être, avant tout, un écrivain algérien pour transmettre aux autres le message d'une culture, d'une civilisation et d'un être algérien.

Le critique et chercheur marocain Charafeddine Majdouline s'est interrogé, de son côté, sur l'utilité de confiner le roman dans une zone géographique, en dépit de l'existence de facteurs caractérisant l'oeuvre littéraire au Maghreb, tel que le bilinguisme dans l'écriture (romans français et arabes). A ce propos, il a relevé «les influences orientale et méditerranéenne sur ces romans», accompagné d'un retour aux sources des romanciers maghrébins vers leur amazighité, patent dans certaines de leurs oeuvres. Le roman dans ces trois pays (Algérie, Maroc et Tunisie) a connu une progression fulgurante marquée par une activité éditoriale intense durant les dernières années, a-t-il noté. Le roman attire

des écrivains de différents domaines scientifiques et cognitives, a-t-il dit.

Il a été également question, lors de cette rencontre de la traduction qui se fait souvent dans d'autres pays, notamment européens.

Les vues divergent à ce sujet, d'autant que pour certains, les romans d'expression française sont les plus traduits vers d'autres langues, même plus que les romans arabes.

D'autres participants pensent, qu'au contraire, certaines oeuvres arabes ont obtenu un franc succès et ont été traduites vers plusieurs langues.

Se basant sur sa propre expérience, Chokri Mabkhout a relevé le désir permanent du lecteur maghrébin de s'enquérir de la littérature étrangère, au détriment de celle de sa région, ajoutant que la traduction de son roman *Taliani* en allemand n'a pas eu l'écho escompté, l'expliquant par le manque de curiosité chez certains lecteurs qui ne font même pas l'effort de découvrir l'Autre. Le 23^{ème} Sila se poursuit jusqu'au 10 novembre en cours, rappelle-t-on.

H. T.

Les éditions Z-link proposent quatre albums de BD

Les éditions Z-link, spécialisées dans la bande dessinée et le manga algérien, proposent quatre nouveaux albums de jeunes bédéistes algériens publiés à l'occasion du 23^{ème} Salon international du livre d'Alger (Sila) : une présence timide, même si le 9^{ème} art revient au Salon du livre pour la 5^{ème} année consécutive.

Très attendu par les amateurs de manga, le bédéiste Saïd Sabaou signe le troisième volet de la série *Houma Fighter* (combattant de quartier), relatant la suite des aventures du kick boxeur Sofiane Bekhti, un personnage burlesque converti au combat de rue après son renvoi de la fédération et qui souhaite toujours quitter le pays clandestinement.

Dans cette nouvelle oeuvre dans le genre shōnen (manga destiné aux garçons), Saïd Sabaou met en scène un tournoi, dans une arène rappelant d'entrée de jeu le célèbre manga japonais *Dragon Ball*, entre des combattants venus de toute l'Algérie dans des confrontations loufoques et décalées. L'auteur crée ainsi des héros dotés de supers pouvoirs, à mi-chemin entre la culture populaire algérienne et le manga.

Dans la même veine, l'auteur Fella Matougui propose au visiteur du Salon le 3^{ème} et dernier tome de son album *Ghost* (fantôme) qui suit les aventures du jeune Nadjib coincé dans un monde dont il ne soupçonnait pas l'existence. Entre la vie et la vie, Nadjib lutte pour sa survie dans ce monde de pure fiction, peuplé de créatures aux pouvoirs surnaturels.

Une nouvelle recrue chez Z-link, la jeune auteure Amina Boukhaboul, rejoint le catalogue de l'éditeur avec son ouvrage *Lost Land* (Le monde perdu). Son histoire s'inspire, elle aussi, de la vaste culture manga nipponne relatant les péripéties d'un jeune combattant, Chihab, qui décide de libérer son pays, le Yakutan.

Ce pays imaginaire, qui renferme un secret attisant la convoitise de toutes les nations, a été conquis dans le sang par un clan de terribles guerriers. Un seul village résiste encore et se dresse contre l'invasion barbare du Yakutan.

A travers un nouveau Dz Seinen (manga destiné à un lectorat de jeunes adultes), les trois auteurs Aidjabi Rassim, Saihia Ahmed et Saihia Rachid cosignent une nouvelle oeuvre intitulée *Cycle Of War* (Le cycle de la guerre), une immersion totale dans l'univers mythologique mettant en scène dans un album original la guerre entre les humains et les elfes (créatures tirées du folklore populaire scandinave).

Cet univers qui a nourri plusieurs oeuvres dans le monde du cinéma, dont la fameuse saga *Le seigneur des anneaux*, est proposé aux visiteurs du salon sous la forme d'une BD aux influences occidentales. La BD en cinq chapitres dépeint un soulèvement dans le royaume des elfes après plusieurs offensives victorieuses des humains.

Cycle Of War avait reçu le Prix international du dernier Festival international de la bande dessinée d'Alger (Fibda).

L'éditeur Z-link qui occupe un stand à part au 23^{ème} Sila juge légitime sa présence au Sila, majoritairement réservé à la littérature et au livre technique, mais où la bande dessinée trouve un «public assez large» parmi les visiteurs, affirme-t-il.

R. C.

«La femme est tout ce que l'homme appelle et tout ce qu'il n'atteint pas.»

Simone de Beauvoir



«Ne dépouillez pas la femme de son mystère.»

Friedrich Nietzsche

David Hallyday, hébergé à Marnes-la-Coquette

Cette année de colocation avec Laetitia Hallyday a mal tourné

En sortant le dernier album de Johnny, *Mon pays, c'est l'amour*, Laetitia Hallyday s'est imposée comme la gestionnaire de l'héritage artistique du rockeur. Un droit exclusif que lui conteste toujours le fils aîné du chanteur, David Hallyday. Pour mieux comprendre le bras de fer qui les oppose au sujet de la succession Hallyday, il faut remonter à l'année 2001. Année durant laquelle David a vécu chez son père et sa belle-mère, avant d'être invité à prendre la porte...

A lors que deux ouvrages à paraître - *Tu ne m'as pas laissé le temps* de Laurent Lavigne et *Ils se sont tant aimés* de Léna Lutaud - dissèquent la relation compliquée entre Johnny et David Hallyday et reviennent sur une promesse du rockeur non tenue concernant la gestion de son héritage, ce sont les pages d'un autre ouvrage, déjà sorti, qui éclairent les rapports du fils aîné du chanteur et de sa belle-mère, Laetitia.

Johnny n'a pas élevé David, installé en Californie avec sa mère Sylvie et le second mari de cette dernière, Tony Scotti, figure paternelle de substitution. Mais plus animé par l'esprit de famille qu'on ne le pense, le chanteur avait pour son fils une réelle affection, qui s'exprimait à travers certaines décisions. Après leur collaboration sur l'album *Sang pour sang*, le rockeur eut d'ailleurs pour David un joli geste, en 2001. Le livre *Laetitia, la vraie histoire*, écrit par Laurence Pieau et François Vignolle et paru le 11 octobre, rappelle qu'à l'époque, David, âgé de 35 ans, venait de divorcer d'Estelle Lefébure, la mère de ses deux filles, Ilona et Emma. Blues du fils Hallyday, qui a reproduit l'échec conjugal de ses parents. Sans hésiter, Johnny et Laetitia décidèrent alors de l'héberger.

Laurence Pieau et François Vignolle rapporte ces propos de Jean-Claude Camus, concernant David : «Il n'avait pas un rond, Laetitia l'a accueilli». Les deux auteurs enchaînent : «La cohabitation entre Laetitia et son beau-fils, de 10 ans son aîné, se passe plutôt bien». Dans un premier temps, en tout cas. Avec Johnny, c'est une autre histoire. Question de tempérament. Le père vit la nuit, quand son fils, influencé par le Californian way of life, se lève aux aurores pour faire son jogging. Mais bientôt, le fauve finit par déteindre sur son garçon. Ce qui n'est pas pour plaire à Laetitia.

Laurence Pieau et François Vignolle étaient dans leur livre : «David demeure un an chez son père, où sa vie débridée de célibataire finit par faire désordre. Sans que les choses ne soient vraiment dites, il est «invité à partir», à passer le seuil de la porte. Les amis de David accusent Laetitia d'avoir «bâti un dossier contre lui». Les deux journalistes assurent que «son départ s'est produit sans clash, sans éclat de voix», mais citent un proche du fils pour expliquer ce silence dépassionné et les rapports qui s'enveniment par la suite : «David est resté très californien. Il est toujours souriant. Entre lui et Laetitia pendant toutes ces années, il n'y a jamais eu de reproches, de cris. La violence qu'on connaît aujourd'hui est consécutive à l'absence totale de heurts réels qui a existé entre eux depuis 10 ans». Référence à l'audience du 30 novembre au tribunal de Grande instance de Nanterre concernant la validité du testament de Johnny en France, mais aussi aux piques de l'une et aux représailles symboliques de l'autre.



COUPLE

LES 10 MÉTIERS LES PLUS DANGEREUX... POUR VOTRE COUPLE

Votre métier aurait une influence sur notre couple. Selon une étude publiée dans le *Journal of Police and Criminal Psychology*, les danseurs et les chorégraphes arrivent en tête des professions les plus préjudiciables pour un couple (43% de risques de séparation), devant les barmans et les kinésithérapeutes (38%). Morale : préférez les ingénieurs agronomes (2%), les enseignants et les vétérinaires.

Si vous tenez à rester en couple, choisissez un ingénieur agronome ou un vétérinaire. Selon une étude publiée dans le *Journal of Police and Criminal Psychology*, notre profession aurait une influence sur la solidité de nos relations amoureuses. Ainsi, plus les chances de contacts avec d'autres personnes seraient importantes dans une profession, plus le risque de voir son couple brisé augmenterait.

«Ce qui est intéressant, c'est que ceux dont le métier est de s'occuper des autres sont les plus exposés au divorce, peut-être parce qu'ils passent beaucoup de temps à prendre soin d'autres personnes, et ce, au détriment de leur propre famille. Ou parce qu'ils sont naturellement des personnes sensibles qui sont plus vulnérables et sensibles dans leur propre relation», expliquait ainsi le psychologue Dai Williams, membre de la Société de Psychologie britannique.

29% de risques de séparation avec un(e) infirmier(e)

En comparant le taux de séparation et de célibataires en fonction des métiers exercés, cette étude britannique a donc classé les professions les plus mauvaises pour un couple. Et selon elle, les danseurs et chorégraphes

auraient 43% de risques de voir leur couple tomber en ruine, juste devant les barmans, les kinés (38% dans les deux cas), les infirmiers (29%) et les artistes (28%). A l'inverse, les ingénieurs agronomes, les pasteurs, les dentistes, les enseignants, les opticiens, les podologues ont tous un risque inférieur à 6% de divorcer. Mais ce que l'étude ne précise

LAIT MATERNEL



D'après une recherche américaine, la composition et la quantité de lait maternel varient en fonction du sexe du nourrisson. Cette découverte pourrait aider les hôpitaux et les fabricants de lait à améliorer leurs produits.

pas, ce sont les chances de réussite d'un couple «mixte» : le chorégraphe et l'ingénieur agronome ont-ils une chance de voir leur amour durer ?

LE TOP 10 DES PROFESSIONS MAUVAISES POUR VOTRE COUPLE

1. Danseurs et chorégraphes 43%
2. Barmans 38%

3. Kinésithérapeute 38%
4. Infirmiers, auxiliaires de vie 29%
5. Artistes et métiers du sport 28%
6. Bagagistes et concierges 28%
7. Téléprospectionneurs 28%
8. Serveurs 27%
9. Techniciens de surface 26%
10. Chefs cuisiniers 20%

Sa qualité varie selon le sexe de l'enfant

Garçons et filles ne sont pas égaux face au lait maternel. Une étude menée par l'équipe de Katie Hinde, une biologiste de l'université de Harvard, aux Etats-Unis, prouve que le sexe du fœtus influence la production de lait chez les humains, les signes et d'autres mammifères. Les garçons reçoivent un lait plus riche en graisses et en protéines, alors que les filles bénéficient d'une plus grande quantité. D'après les scientifiques, tout serait programmé au moment de la grossesse. Chez les signes, cette différence serait expliquée par le besoin d'accélérer le développement des femelles afin qu'elles se reproduisent plus vite grâce à un plus grand apport de calcium, expliquent les chercheurs. Les mâles, eux, passent plus de temps à jouer et ont besoin de plus d'énergie, d'où la production d'un lait plus riche. Même constat chez les vaches, où les veaux de sexe féminin reçoivent plus de lait que les mâles. «Mais on ne sait pas vraiment encore pourquoi chez les humains les mères produisent des laits différents pour leurs nourrissons selon leur

sexe», a précisé Katie Hinde, citée par l'AFP, lors d'une présentation à la conférence annuelle de l'Association américaine pour l'avancement de la science, réunie à Chicago. Cette découverte pourrait aider à améliorer les formules de lait maternisé, destinées aux femmes qui ont des problèmes à allaiter et aux enfants malades ou nés prématurément. Car «si la valeur nutritionnelle du lait maternel est bien reproduite dans les formules, les facteurs favorisant l'immunité du nourrisson ainsi que les signaux hormonaux sont absents», ajoute la chercheuse.

PHYTOTHÉRAPIE : CALMER LES BALLONNEMENTS DE SON ENFANT AVEC DES PLANTES

Votre enfant n'a pas faim, a mal au ventre et souffre de flatulences. Il a certainement trop de gaz. Ces derniers surviennent à la suite d'un abus de boissons gazeuses ou d'une alimentation trop riche en graisses, en viande, en sucre, en haricots secs, en brocolis, en choux trop cuits. Les solutions du pharmacien Franck Dubus.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Ligue de football professionnel

Le bureau de la LFP impluse

Ligue 2 Mobilis
(13^e journée)
**Le MCEE bat
le leader,
le WAT en tête**

■ Le WA Tlemcen a prit la tête du classement avec 25 points en battant l'ASO Boussaâda sur le score de (3/1), lors de cette 13^e journée de la Ligue II Mobilis, qui a vu l'ex-leader, l'ASO Chlef se faire battre par le MC El Eulma (2/1) qui monte sur le podium et prend la troisième place. La journée a été aussi marquée par les bonnes opérations des mal-classés, RC Kouba et USM El Harrach, ayant grignoté de précieux points dans la course au maintien. Les choses avaient pourtant bien commencé pour l'ASO, qui avait ouvert le score par Kaddour-Chérif (43'), avant de se faire renverser en toute fin de match, d'abord par l'égalisation de Doucen (52'), puis par Mancér, auteur du but victorieux à la 86'. Un précieux succès qui propulse El-Babya de la 5^e à la 3^e place. De son côté, et malgré sa défaite à El Eulma, l'ASO reste leader avec 24 points. Un peu plus tôt dans l'après-midi, ce sont les mal classés RC Kouba et USM El Harrach qui avaient réussi les meilleures opérations, avec respectivement un nul chez l'ASM Oran (2-2) et une précieuse victoire à domicile contre la JSM Béjaïa (2-0). Des points Ô combien importants pour ces deux clubs, qui continuent à croire en leurs chances de maintien, malgré les problèmes qui les secouent et la mauvaise posture dans laquelle ils se trouvent actuellement. Le Raed a eu le mérite de revenir deux fois au score, par Benamar, auteur d'un doublé aux 22' et 68', car l'ASMO avait commencé par mener (1-0), grâce à Benouis (2'), avant de reprendre l'avantage par Mebarki (61'), après la première égalisation de Benamar. De leur côté, les Harrachis ont fait la différence grâce à Layati (20') et Aoued (42'), offrant ainsi à leur équipe son premier succès dans cet exercice 2018-2019. Ce qui devrait lui servir de déclic en prévision des importantes échéances à venir, qui s'annoncent longues et parsemées d'embûches.



Le bureau exécutif de la Ligue professionnelle de football a implusé avec la décision de cinq membres des six le composant de démissionner de leurs postes. Ainsi, une réunion s'est tenu à El Eulma entre ces membres qui ont décidé de

geler leurs activités en guise de contestation aux décisions «unilatérales» prises à chaque fois par le premier responsable de la LFP, Abdelkrim Medouar qui ne les consulte pas surtout quand il s'agit de décisions très importantes, comme la programmation des

matchs des deux divisions professionnelles. Ainsi, il semblerait que l'affaire de la programmation du classico entre l'USM Alger et la JS Kabylie qui a été reportée sans aucune raison valable a été pour beaucoup dans ce vent de contestation des membres du bureau

exécutif de la LFP. Nous avons décidé de geler nos activités au niveau de la LFP. Il ne s'agit pas d'une démission collective, nous sommes toujours en poste. Nous contestons la manière de gérer prônée par Medouar, qui ne nous implique pas dans ses décisions, ce qui est inadmissible. Il a reporté le match USMA-JSK sans prendre la peine de nous faire savoir, alors qu'il a avait juré de ne pas le reporter. Dès mercredi, nous allons saisir le président de la fédération algérienne (FAF) pour essayer de trouver une solution à ce problème», a affirmé à le membre du bureau exécutif Akli Adrar. Outre Adrar, cette réunion tenue à El-Eulma a vu la présence de deux autres membres : Djamel Messaoudene et Mabrouk Harrada, alors que Farouk Belguidoum et Mohamed Boualem, retenus par des obligations, n'ont pu faire le déplacement, mais tout en donnant leur accord à la démarche décidée par leurs pairs, précise la même source. «Il ne s'agit pas d'un complot contre Medouar, qui est loin d'être notre ennemi, mais il fallait secouer un peu les choses, d'autant que nous ne cautionnons pas sa politique de gestion. Il devait restructurer la LFP mais il ne l'a pas fait : il n'existe ni un secrétaire général, ni encore un vice-président», a-t-il ajouté. Avant d'enchaîner : «Nous sommes disposés à travailler de nouveau avec Medouar à une seule condition, faire preuve de bonne foi, et nous impliquer davantage dans ses décisions».

Imad M.

Ligue 1 de football (13^e journée)La JSS 5^e, nuls parfaits dans les autres matchs

■ La JS Saoura s'est hissée provisoirement à la 5^e place du classement général de la Ligue 1 Mobilis de football, en battant le CR Belouizdad (2-0) en clôture des matchs de mardi, pour le compte de la 13^e journée, marquée par des résultats nuls dans les autres matchs : CS Constantine - MC Oran (0-0), DRB Tadjenanet - AS Ain M'lila (0-0) et USM Bel-Abbès - Paradou AC (1-1). Un doublé de son attaquant de Hamia a permis à la JSS de signer une précieuse victoire confirmant son retour en forme après un passage à vide et une série de résultats en dent de scie. En revanche, le CRB s'enfoncé un peu plus après cette nouvelle défaite. Lundi soir, en ouverture de cette 13^e journée, c'est l'Entente de Sétif qui avait réussi la meilleure affaire, en s'emparant de la 3^e place au classement général, suite à sa victoire en déplacement chez le CABB Arreidj

(2-1), alors que le NA Hussein Dey a été accroché à domicile par l'Olympique Médéa (0-0). «Les Criquets» du CABBA croyaient avoir fait le plus dur en ouvrant le score dès la 41^e minute, grâce à Athmani, mais c'était sans compter sur le deuxième souffle de l'Aigle noir, qui avait trouvé les ressources morales et physiques nécessaires pour renverser la situation dans le dernier quart d'heure. C'est l'attaquant Akram Djahnit qui a montré la voie, en égalisant sur penalty (75^e) avant que son coéquipier et ancien Belouizdadi Sid Ali Lakroum ne double la mise à la 88^e. Une issue à double tranchants dans ce derby des Hauts-Plateaux, car si la défaite pourrait précipiter le départ de l'entraîneur espagnol du CABBA, Josep Maria Noguès, la victoire permet à l'Entente de réaliser une très belle opération au classement général, dans lequel elle se hisse à la 3^e

place, avec 21 points, tout en ayant deux matchs en retard. De son côté, le NA Hussein Dey, qui a enregistré la démission durant la semaine de l'entraîneur Dziri Billel, s'est heurté à une coriace équipe de l'Olympique Médéa, l'ayant tenu en échec sur son propre terrain (0-0), et aurait même pu repartir avec les trois points de la victoire, notamment, si Sameur avait réussi à transformer le penalty dont il avait bénéficié dans le temps additionnel de la rencontre. L'OM continue de grignoter les points à l'extérieur, alors qu'il reste fébrile sur ses bases. Le Nasria enchaîne un troisième match sans victoire. Les débats de cette 13^e journée se poursuivront vendredi, avec le déroulement du match au sommet, entre l'USM Alger et la JS Kabylie, et se clôtureront le 17 novembre courant, avec le déroulement du match Mo Béjaïa - MC Alger.

Challenge Sahari international

La Fédération satisfaite du déroulement de la 4^e édition

■ Le président intérimaire de la Fédération algérienne de sports mécaniques (FASM), Amir Benomar, a exprimé mardi sa satisfaction pour le bon déroulement de la 4^e édition du Rallye d'Algérie «Challenge Sahari international», marqué notamment par l'utilisation pour la première fois du système de localisation à distance (GPS) de marque Stella. «Nous avons rencontré quelques difficultés pour l'application du système de localisation à distance (GPS) de marque Stella, lors de la première étape de cette édition, mais nous sommes parvenus par la suite à maîtriser son fonctionnement», a déclaré Benomar lors d'un point de presse. «Les opérations de contrôle sont réus-

sies grâce à ce système, mais nous avons constaté que certains pilotes algériens ne maîtrisent pas encore le «Read book», qui répond aux normes internationales et préparé électroniquement par le système Stella», a-t-il ajouté. Le président de la FASM a également indiqué que l'objectif de la Fédération est de réussir cette édition au niveau technique. «Les échos positifs qui nous parviennent prouvent que nous progressons notamment grâce à l'utilisation du système Stella qui procure des indications précises sur les concurrents dans le Sahara, à l'instar du système Okawa utilisé lors de l'édition 2016», a-t-il expliqué. Lors de sa rencontre avec la presse, Benomar a également fait

savoir que la FASM a été approchée par un grand constructeur automobile allemand pour étudier les moyens d'organiser un rallye en Algérie sous l'égide de cette marque, à l'image d'une course aux Emirats arabes unis. La 5^e étape du Rallye «Challenge Sahari international», s'est disputée mardi entre Timimoun et El-Ménéa sur une distance de 344 km. Selon le directeur technique et administratif du Rallye Rachid Medad le parcours qui a été emprunté par les pilotes est varié, étant formé de dunes tantôt petites et tantôt grandes, avec parfois des passages sablonneux plus ou moins rapides, permettant aux participants de récupérer leurs efforts. Les pilotes ont parcou-

ru une distance 344 km comptabilisés techniquement par chronomètre, alors que les 55 km sur une piste goudronnée sont hors compétition. Outre les 129 algériens, cette 4^e édition du Rallye «Challenge Sahari international» dédiée à la mémoire du président de la fédération algérienne des sports mécaniques (FASM) Chihab Baloul, décédé en septembre dernier, enregistre la présence soixante-deux (62) pilotes étrangers représentant 7 pays : la Libye (7 participants), la Turquie (2 participants), la Grande-Bretagne (4 participants), le Portugal (8 participants), l'Espagne (1 participant), l'Italie (23 participants), la France (17 participants).



Alger
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

http://www.lesdebats.com

Des personnalités américaines visées Le Maroc au coeur d'un grand scandale de piratage

Le Maroc se trouve au coeur d'un scandale de piratage de grande ampleur ayant visé plus d'un millier de personnes dans plusieurs pays, dont des personnalités de haut rang aux Etats-Unis, selon des révélations de la presse américaine. L'affaire de piratage révélée il y a plusieurs mois à Washington a pris ces derniers jours une toute autre tournure, lorsque des lettres missives adressées à la justice américaine ont confirmé que l'accusé principal, l'ancien diplomate marocain à l'ONU, Jamal Benomar, aurait à la demande des autorités de son pays accepté de pirater d'influents citoyens américains au profit du Qatar. Jamal Benomar, qui avait servi comme conseiller de Ban Ki-moon au Yémen, a été accusé mars dernier d'avoir participé à une vaste affaire de piratage orchestrée par le Qatar ayant visé, entre autres, le collecteur de fonds du président Trump, Elliott Broidy, un ancien responsable de la CIA et un membre actif du parti démocrate. Cette campagne d'espionnage a ciblé également des centaines de personnalités dans plusieurs pays y compris des militants syriens de droits de l'homme et des figures du football égyptien. Les accusés ont recouru durant plusieurs semaines à une véritable cyberattaque, utilisant la technique de l'hameçonnage, pour pirater les courriels d'Elliott Broidy, un influent républicain présenté comme hostile aux intérêts du Qatar à Washington. Les courriels piratés de Broidy ont fait l'objet de fuites dans la presse américaine poussant le donateur républicain à poursuivre en justice le Qatar, et accusant en particulier Benomar de «faire partie d'un réseau d'agents non divulgués» du Qatar à Washington. Le Bureau d'enquête fédéral (FBI) a, de son côté, ouvert une enquête et a interrogé plusieurs témoins sur ce piratage qui a porté atteinte à un membre actif du parti républicain. Dans la précipitation, le Maroc a nommé l'ancien diplomate comme ministre plénipotentiaire à New York afin de lui accorder l'immunité diplomatique qui le protégera de toute poursuite judiciaire. Dans une lettre adressée au tribunal fédéral du district de New York, Abbe Lowell, l'avocat de Jamal Benomar a affirmé que le statut de diplomate conférerait à son client «une immunité totale à l'égard du procès Broidy», a rapporté récemment le site américain WND.

Mais cette nomination pourrait enfreindre les conditions établies par la Mission des Etats-Unis à l'ONU relatives à l'octroi de l'immunité diplomatique.

La mission a en effet affirmé que l'immunité diplomatique «n'est conférée qu'à une catégorie de personnes qui représentent leur pays auprès Nations Unies dans le cadre d'une fonction première aux Etats-Unis», alors que Benomar cumule une autre fonction celle de conseiller attitré du Qatar à Washington.

En parallèle, une récente révélation du tribunal fédéral de New York pourrait impliquer le Maroc directement dans ce piratage de grande ampleur, affirme le site WND.

Dans une récente lettre au tribunal fédéral, l'avocat Abbe Lowell, a affirmé que Jamal Benomar a «conseillé expressément le Qatar à la demande du gouvernement marocain», en assurant que l'ancien diplomate marocain bénéficie d'une double immunité diplomatique, en l'occurrence celle accordée par le Qatar et aussi celle octroyée par le Maroc.

«En affirmant que Benomar aurait reçu des instructions du Maroc pour conseiller le Qatar, la lettre de l'avocat Lowell semble impliquer le gouvernement marocain dans ce qui serait la deuxième campagne de piratage jamais documentée» aux Etats-Unis, écrit le site américain.

H. T.



Boumerdès

Neutralisation de bandes de trafic de drogue



Trois réseaux criminels (englobant 14 éléments) spécialisés dans le trafic de drogue, vol et falsification de documents ont été mis hors d'état de nuire dernièrement par la brigade de recherches de la Gendarmerie nationale de Boumerdès, a-t-on appris hier auprès du Groupement de wilaya de ce corps constitué.

Selon le lieutenant Kamilia Kounane, chargée de la communication auprès de ce corps, les éléments la première bande, au nombre de huit activant dans le trafic de drogue et la falsification de documents, ont été arrêtés en possession de 3,5 kg de kif

traité, deux véhicules utilisés dans leur trafic, des armes blanches et des documents falsifiés.

La deuxième bande mise hors d'état de nuire par la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Thenia (est de Boumerdès) est constituée, quant à elle, de deux éléments, âgés entre 20 et 30 ans, activant également dans le trafic de drogue. Ils ont été arrêtés en possession de 18,9 g de kif traité, des comprimés de psychotropes, une arme blanche une somme de 60 000 DA, Un montant en devises de 800 euros, outre un faux permis de conduire.

Les mis en cause dans

cette affaire seront présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Boumerdès, dès parachèvement de l'enquête les concernant.

Constituée de quatre éléments, la troisième bande criminelle a été neutralisée à Cap Djinet. L'arrestation de ces individus spécialisés dans le vol de câbles électriques, a permis la récupération de 22 câbles de haute tension et un véhicule utilisé dans ces vols. Les mis en cause seront présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Bordj Menaiel, a indiqué le lieutenant Kamilia Kounane.

Reda A.

Oum El Bouaghi et M'sila

Des narcotrafiquants interceptés

Trois narcotrafiquants ont été interceptés mardi par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) à Oum El Bouaghi et M'sila, indique hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont intercepté, le 6 novembre 2018, lors d'opérations distinctes menées à Oum El Bouaghi (5^e Région militaire) et M'sila (1^{er} RM),

trois narcotrafiquants en possession de 29 016 comprimés de psychotropes», précise la même source.

Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont appréhendé à Khenchela (5^e RM), un individu en possession 5 000 cartouches de différents calibres, alors qu'un contrebandier, à bord d'un camion chargé de 50 quintaux de feuilles de tabac, a été arrêté à El Oued (4^e RM)», rapporte le communiqué.

Reda A.

ACTU...

Oran

Collision entre un camion et une motocyclette, deux morts

Deux personnes ont trouvé la mort, mardi soir à Oran, suite à une collision entre un camion semi-remorque et une motocyclette, a-t-on appris hier des services de la Protection civile.

Le drame s'est produit au niveau du CW 46, reliant la localité de Sidi Maârouf et celle de Hassi Bounif, lorsque les deux engins sont entrés en collision, causant la destruction totale de la moto. Le motard et son accompagnateur ont rendu l'âme sur le coup, précise-t-on de même source.

Les corps des deux victimes ont été déposés à la morgue de l'EHU 1^{er} Novembre de Bir El-Djir.

Par ailleurs, une collision entre trois véhicules, survenue près de l'échangeur Zaghoul, dans la commune d'Oued Tlelet, a fait cinq blessés, transférés vers l'établissement sanitaire de la même commune. La Protection civile d'Oran a enregistré, durant les dernières 24 heures, 73 interventions dont neuf nocturnes.

Aussi, cinq personnes ont perdu la vie et 20 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation, survenus au cours des dernières 24 heures dans plusieurs régions du pays, indique hier un bilan établi par les services de la Protection civile.

Durant la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 12 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage dans les wilayas d'Alger, El Bayadh et Annaba.

Les unités de la Protection civile sont également intervenues dans la wilaya de Sétif pour évacuer le corps d'une personne décédée par asphyxie au monoxyde de carbone émanant du chauffe-bain du domicile familial dans la commune de Bir El Arch.

H. T.

Palestine

Le Qatar annonce cinq millions de dollars d'aide aux familles de Ghaza

Le Qatar va verser cinq millions de dollars d'aide (4,35 millions d'euros) à 50 000 familles pauvres de Ghaza en Palestine.

Le Qatar versera dans les prochains jours à 50 000 familles, 100 dollars (87 euros) chacune à travers les bureaux de poste, a indiqué dans un communiqué, publié mardi soir, le Comité qatari de reconstruction de Ghaza.

La bande de Ghaza est soumise à un rigoureux blocus israélien. Un Ghazaoui sur deux vit sous le seuil de pauvreté, le chômage affecte 53% de la population, 70% chez les jeunes, et l'économie ghazaouie est en «chute libre», selon la Banque mondiale qui souligne que les maux ghazaouis sont aggravés par les coupes opérées par l'administration américaine dans l'aide aux Palestiniens.

Les 50 000 familles bénéficiaires de l'aide qatarie seront choisies en coordination avec les autorités, a dit le Comité qatari de reconstruction de Ghaza.

Parallèlement, le mouvement palestinien Hamas a annoncé mardi soir que, pour la première fois depuis des mois, il verserait la majorité des salaires aux employés de son administration. L'argent proviendra de ses caisses, a-t-il dit, malgré ses difficultés financières.

En vertu d'un accord sous les auspices de l'ONU, la bande de Ghaza a commencé en octobre à recevoir du fioul payé par le Qatar à raison de 60 millions de dollars (52,5 millions d'euros) pour six mois, et destiné à la seule centrale électrique du territoire. Ghaza est depuis connectée à l'électricité en moyenne entre 9 et 11 heures par jour, contre quatre en moyenne auparavant, selon l'ONU.

H. M.